



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Aimez-vous les uns sur les autres. »

Jacques Prévert

ISSN 0026-9433

N° 1664

du 15 au 22 mars 2012

Révoltez-vous Vous êtes filmés



M 02137 - 1664 - F: 2,50 €





Cessons un peu de nous regarder le nombril dans notre prétendu bel hexagone! Si, en France, les milieux politiques s'empaillent sur le sujet épineux de la viande halal, dans d'autres contrées du globe, ça ne vole pas plus haut... Que penser de la Russie où le « tsar à vie » Poutine vient de reprendre officiellement les rênes du pouvoir toujours verrouillées par le Kremlin? Vous avez dit urnes bourrées? Tandis que ça sabrait le champagne, la répression reprenait du poil de la bête et les coups de matraque pleuvaient sur les manifestants qui « dénonçaient la fraude électorale et la confiscation du pouvoir par le tandem Medvedev-Poutine ». Donc, le début d'un troisième mandat qui marche du même pas que les autres. Le locataire de l'Élysée de chez nous s'est, bien sûr, empressé « d'adresser toutes ses félicitations ». Chez nous, ce n'est certes pas la même chose, mais les interpellations sur la voie publique vont bon train, sans oublier, pour la région parisienne particulièrement, les transports en commun où le délit au faciès atteint des sommets. Ces derniers jours ont fait preuve d'un regain de répression (voir les différents articles du présent numéro) qui laisse présager le pire pour la suite. Sinon, pour ajouter à la sauce, il y a des déclarations sur les délinquants libérés trop tôt, les juges trop laxistes et les victimes oubliées. À Bordeaux, il y a plus d'une semaine, le candidat-président a rajouté une couche de répression en déclarant, entre autres, vouloir instaurer un « droit d'appel des victimes [...] pour les décisions des cours d'assises, pour la détention provisoire et pour l'exécution des peines ». La visée démagogique d'une telle annonce est facile à décoder. Mais, à quand les groupes d'intervention de l'administration pénitentiaire pour aider CRS et gendarmes à réguler ce qui se passe sur les voies publiques? Les célèbres incidents de Bayonne, la violence des échanges entre gauche et droite, mettent le doute dans les rangs du pouvoir. Le candidat UMP mord allègrement dans les plates-bandes du populisme et de l'extrême droite. Ça promet! Et la sociale?

Actualité

- Les gens honnêtes ? On s'en fiche !**, Stéphane, page 3
Le Fouquet's bouffe du pauvre, par J. Caramelo, page 4
Féminisme: rendez-vous dans un an, R. Pino, page 5
Chronique néphrétique, page 5
Météo syndicale, par M. Flatulente, page 5
Les brèves, le strip, page 6
Promesses et blabla électoral, par D. Jouhet, page 7
Répression tous azimuts, par FA, page 7

Arguments

- Le retour du « produisons français »**, par Sébastien, page 8
Au sujet d'une campagne électorale, M. Rajsfus, page 10

International

- Thaïlande: la chasse aux sorcières**, P. Pellicer, page 12
Une histoire d'affiches qui finit mal, M. Enckell, page 14
Fukushima, un an maintenant, Guillaume, page 15

Histoire

- Le poète de la Commune**, V. Serge, page 16

Culture

- Wobblies & hobos**, A. Bernard, page 17
Les murs d'Athènes ont la parole, A. Bernard, page 18
L'invention de la religion, T. Guilabert, page 18

Mouvement

- 8 mars: retour sur une mobilisation**, Bibo, page 20
Bobines rebelles, page 21
La Palabra del agua (suite), CRML, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

On s'en fiche des gens honnêtes



IL ARRIVE, alors que l'on milite dans l'espace public, de constater un mouvement instinctif – et assez désagréable – de la part des personnes que l'on croise et à qui l'on tend un tract, un journal. Qui n'a jamais remarqué ce recul, ce sourire gêné, ces yeux qui se baissent ou qui se détournent? Qu'on ne se méprenne pas: il y a moins de désapprobation, à travers ces pas de côté, chaloupés, que la crainte de la persuasion forcée. Eh oui! Le militant, quand il n'amuse pas la galerie par sa figure pittoresque, inspire souvent la méfiance. Non pas le rejet de ce qu'il défend, mais le soupçon quant à ses intentions réelles: «Il veut m'endoctriner!» Voilà l'alarme secrète qui sonne chez un certain nombre d'esprits citoyens.

Eh bien, c'est dans la peur de l'endoctrinement que va peut-être naître la plus vaste entreprise de fichage jamais tentée dans l'histoire du pays dit «des droits de l'homme». Adopté par les députés de l'Assemblée nationale, mardi 6 mars, la proposition de loi visant à lutter contre les usurpations d'identité instaurera demain, si elle n'est pas jugée inconstitutionnelle d'ici là, un mégafichier des données biométriques de

tous les Français. Car il s'agit de lutter contre un fléau. Pensez donc! L'usurpation d'identité! Voilà un «fléau» dont tout le monde parle et qui fait bien du malheur, loin devant le chômage, la menace nucléaire (militaire et civile) et la misère galopante.

Quand on songe que le 1984 de George Orwell a tant fait frémir au point de représenter, pour les esprits libres, un phare contre la dérive totalitaire moderne, on se demande comment un fichier dit «des gens honnêtes» peut, au XXI^e siècle, être instauré sans provoquer plus de protestations que ça. Il faut dire que, labouré depuis des années par le puissant lobby des industriels de l'électronique, le terrain est bien préparé. Depuis la vidéosurveillance jusqu'aux passeports biométriques, en passant par le prélèvement ADN auquel sont contraintes de nombreuses personnes interpellées pour un oui ou pour un non, l'intrusion de l'État s'étend. Mais n'est-ce pas là, aussi, sa raison d'être?

Il faut dire aussi qu'une certaine docilité d'esprit facilite les choses. L'exposition permanente et parfois frénétique de sa vie privée sur les réseaux dits «sociaux» a banalisé, par contrecoup, le fichage systématique.

«Nous sommes tous fichés et même multifichés, se dit Candide. Et alors? Cela m'empêche-t-il de me lever chaque matin, de vivre normalement?» Cela posé, il ira regarder quelques séries télévisées qui prédisent, car c'est la mode, les irréfutables miracles de la science policière. Il faut bien vivre avec son temps!

«Je suis honnête, moi. Je ne risque rien.»

Hé là, Candide! Cela fait bien longtemps que l'on ne pourchasse plus les malhonnêtes! Ceux-là sont devenus banquiers, industriels, ou politiciens. Les moins doués sont passés flics. Ils sont certains de l'impunité, ce qui, d'une certaine façon, constitue leur sécurité de l'emploi. Ceux-là conçoivent les fichiers, les nourrissent, les exploitent, constituent le savoir-faire qui ensuite remportera les marchés extérieurs. Des centaines de millions d'euros garantis par la doctrine sécuritaire qui n'en finit pas de s'imposer.

Alors, question: qui sont les endoctrineurs? Pour quels sombres desseins qui, sous nos yeux fatigués, se réalisent déjà?

Stéphane

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Au menu, la **lutte** des classes

MERCREDI 7 MARS DERNIER, à midi, le Fouquet's s'est pris la lutte des classes en pleine face. Une petite centaine de syndicalistes, travailleurs actifs et chômeurs, ont pris d'assaut le fief gastronomique de la bourgeoisie parisienne pour y dénoncer la misère sociale qui ne cesse de frapper de plus en plus le pays, et en particulier le chômage. Expliquant la démarche de l'action, le porte-parole du Mouvement national des chômeurs et des précaires a déclaré qu'ils «voulait occuper ce lieu, symbole des inégalités en ces temps électoraux où on parle du chômage de manière peu significative». Pour l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (Apeis), l'occupation entendait mettre sous les projecteurs les dures réalités du chômage: «Se priver sur tout, compter sans cesse, calculer sans répit, dire non en permanence aux enfants, trembler face aux possibles coupures, d'énergie, de téléphone, redouter l'expulsion, faire la queue pour acheter au moins cher, se priver en permanence de loisirs, ne plus se soigner...»

Mais l'occupation n'aura duré que peu de temps: une demi heure après, les discours prononcés, la petite équipée choisit de



quitter les lieux. Dans la rue, un comité d'accueil en bleu marine les attend de pied de ferme, la main sur la matraque. Après avoir été encerclés et menacés, soixante-dix militants sont arrêtés et conduits au commissariat du XVIII^e arrondissement de Paris et placés en garde-à-vue. La raison? Vol de couverts! Une manière de signifier, pour le restaurant préféré du président «du peuple pour le peuple par le peuple», qu'on ne rentre pas impunément au Fouquet's quand on est chômeur...

Un épisode de plus à ajouter au palmarès de la répression des mouvements sociaux qui semble prendre un virage de plus en plus sévère. Le pouvoir n'en finit pas de durcir le ton contre ceux qui osent penser une autre société. Combien de temps encore allons-nous laisser faire? On attend le 6 mai? Attention, camarades, les matraques socialistes ne font pas moins mal...

Johnny Caramelo

Dans un an... le **8 mars**

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME, c'était il y a une semaine. Plus qu'une année à attendre pour qu'au prochain 8 mars on se mobilise partout pour réclamer une égalité effective entre hommes et femmes, ce qui va être coton à l'intérieur du système capitaliste qui, par définition, est, lui, inégalitaire. Les droits des femmes, on en parle surtout dans les discours officiels; en pratique, c'est une toute autre histoire. Évidemment, tous les partis ont leur «Madame» détachée à la condition féminine (encore heureux que ce ne soit pas un «Monsieur»). Mais, concrètement, le sens de l'histoire emprunte des chemins plutôt tortueux. Et ça ne va pas vraiment en s'arrangeant: la crise est passée par là et, bien sûr, le sort de la femme passe après. Déjà qu'avant cette crise, ce n'était pas reluisant, mais on peut maintenant constater qu'avec l'accélération des délocalisations, des fermetures d'entreprises et des licenciements qui en découlent, c'est majoritairement des femmes qu'on retrouve sur le carreau. Dans le monde du travail, l'égalité hommes-femmes n'est qu'une vaste blague, que ce

soit pour l'accès aux postes décisionnels, ou pour le montant des rétributions.

Au quotidien, on ne peut que continuer de constater que la répartition des tâches domestiques n'est pas (et de loin) en faveur du genre féminin. Parce qu'il s'agit d'un travail dévalorisant? Ou dévalorisé parce qu'étant un travail attribué aux femmes? La question est toujours en suspend.

Quant aux quelques acquis de ces quarante dernières années, ils sont toujours remis en cause par des forces conservatrices (pour ne pas dire réactionnaires) qui manifestent régulièrement devant des hôpitaux pour contester le droit à l'IVG, comme à Tenon à Paris, et même parfois le droit d'information sur la contraception (le Planning familial a déjà reçu la visite de certains de ces énergumènes). Sans parler des violences faites aux femmes par leurs conjoints, violences qui ne vont pas en diminuant, bien au contraire.

Devant ce bref état des lieux, peu de nouveautés. Ah si! La sécurité routière, avec son *Manifeste des femmes*, appelle les conductrices à

responsabiliser leurs homologues masculins en ce qui concerne la conduite automobile. Espérons que la route ne soit pas trop longue et en pente...

Mais puisqu'on en est aux comportements, signalons la parution en Espagne d'un *Manuel du langage intégrateur non sexiste*¹, ouvrage présenté à Saragosse à la librairie La Panthère rose. Comme son titre le laisse deviner, cet ouvrage se propose d'être un outil pour la communication parlée et écrite, pour en finir avec la prépondérance du masculin. Bref, comme disait l'autre: vaste programme!

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. On peut télécharger le texte sur: www.rojoynegro.info/publicacion/manual-del-lenguaje-integrador-no-sexista-cgt

BERNARD THIBAUT, secrétaire de la CGT, a beau être à la une de *L'Humanité* dimanche, le syndicalisme ne fait pas recette dans les médias. Dans les pages intérieures un chouïa, mais la une¹... Dans la course à la fonction étatique suprême, dans le monde politique, tout un chacun s'agite. On déclare, s'agite, compte ses points, ses troupes, sa place dans les sondages. Sans oublier les promesses de postes dans un prochain gouvernement, suivez mon regard! Pour nous militants et militants libertaires qui œuvrons quotidiennement et principalement dans le syndicalisme, la chose paraît simple. Comme l'écrit René Berthier dans son livre *L'Anarcho-syndicalisme et l'Organisation de la classe ouvrière*²: «Le syndicalisme, a proclamé le congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant, sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation. Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée?»

Mais dans la réalité du XXI^e siècle la chose ne coule pas de source comme les pages d'un livre! Ça et là, ça résiste syndicalement, mais les vagues de mécontentement, les initiatives autonomes diverses manquent de coordination. Nous refusons d'être les marchepieds d'appareils politiques, que ceux-ci «jouent dans la cour des grands» ou non. C'est là le grand écueil de toutes les coordinations et oppositions syndicales: les «grands timoniers» aux petits pieds!

Pour la mauvaise part, les syndicats de Mittal semblent avoir mangé leur pain blanc. Direction, gouvernement et Élysée sont aux abonnés absents, et l'avenir est bien sombre. Des nouvelles actions sont à l'ordre du jour. Affaire à suivre, et de près.

Bon, il faut avoir l'espoir au cœur et pas seulement dans les discours et un regroupement syndicaliste est encore à espérer.

Marmotte Flatulente

1. Sinon, *Le Nouvel Observateur*, *Libération*, *Le Monde diplomatique* ou *Courrier international*?

2. Éditions du Monde libertaire.

Chronique néphrétique

Vous n'existez pas

SI JE DIS CELA À QUELQU'UN, je sens qu'il va m'en mettre une: «Tu vas voir si j'existe pas!» D'accord, t'emballe pas, j'ai dit: «Vous» n'existez pas. Nous n'existons pas. Pas individuellement. Sûr que nous existons, avec nos vies, nos familles, nos boulots ou pas de boulot, nos activités diverses et variées, nos goûts... En nous pensant tous uniques, différents, originaux, dans nos choix de vie, nos goûts... alors que nous fonctionnons à l'identique par millions. Suffit de jeter un coup d'œil sur les contenus des caddies. Justement! le problème est là, nous n'existons collectivement qu'en tant que consommateurs. Nous consommons, collectivement, de quoi manger, de quoi nous habiller, nous chauffer, nous transporter. Mais, surtout, nous consommons des images, des discours, des infos, des médias. Qui ne cessent de nous dire que nous n'existons pas. Ah bien sûr, ils ne le disent pas comme cela, c'est plus subtil: ils nous ignorent.

Lors de la première guerre en Irak, en 1991, les militaires américains avaient décidé de ne montrer aucune image des combats, afin de ne pas revivre le traumatisme de la guerre du Vietnam. Dans les années soixante, la jeunesse s'était opposée à la guerre en voyant les cercueils des grands frères à la télé. D'où la logique (de guerre): pas d'image donc pas de souffrance visible, pas de blessés hurlant après leur mère, pas de cercueils empilés dans les avions. Pas de civils irakiens écrasés sous les bombes, pas de dizaines de milliers d'enfants pas soignés, pas de centaines de milliers de victimes... Cela a facilité le travail quand ils sont retournés en Irak finir leur guerre «propre»...

Dans la guerre des riches contre les pauvres, c'est la même chose. Depuis un an, combien de fois avez-vous vu à la télé un superflic attraper un truand, ou le contraire? Et combien de fois avez-vous vu un groupe de salariés prendre son patron dans un coin et obtenir de lui une augmentation de salaire? Ne pas nous mettre à l'image. Pour nous fragiliser, nous rendre impuissants, pour que nous n'ayons pas conscience de notre force. Ouvriers, employés, travailleurs, salariés, nous n'existons pas. Nous ne sommes même pas représentés à l'Assemblée nationale. Des partis disent nous représenter, mais ces «spécialistes de la politique» ont des parcours bien éloignés des nôtres... Pas

d'ouvrier, beaucoup de professions libérales. Comme si tous avaient à cœur, à droite comme à gauche, de nous prouver que les millions que nous sommes ne comptent pas, sauf pour leur servir de marchepied vers le pouvoir. Laissons-les s'occuper de nos affaires, ne les dérangeons pas, ils savent ce qui est bon pour nous.

Parfois, ça rue dans les brancards, souvent quand il est trop tard. Aux infos, des piquets de grève, avec des pneus qui brûlent, des drapeaux colorés de syndicats: «Non! Non! Non aux délocalisations!» Avec l'énergie du désespoir, se battre pour sauver la boîte, des emplois, dans l'attente d'un repreneur. Une farce sinistre, dans laquelle les plus combatifs en sont réduits à demander un patron. Ben oui, en définitive nous en sommes là: nous implorons qu'un patron veuille bien accepter de nous exploiter encore quelques années. C'est logique: tout est fait pour nous convaincre qu'obtenir un travail est une chance, un privilège, c'est une faveur qui nous est accordée. De même, «ce sont les patrons qui créent les emplois», ou encore «s'attaquer aux riches, c'est appauvrir les pauvres». De la propagande. Diffusée dans toutes les écoles, dans presque tous les médias. La preuve encore avec le taux d'imposition des plus riches, ce 75 % (au-dessus de 1 million d'euros) qui les effraye et leur ferait fuir la France. Fuir? Avec leurs comptes bloqués, leurs propriétés confisquées? Avec interdiction de retour sur le territoire? Ben oui, peur pour peur, allons-y franchement! Pourquoi les laisser payer leurs impôts ailleurs et profiter de leurs résidences secondaires ici? Pourquoi auraient-ils le droit de partir avec ces richesses? Parce qu'elles sont à eux? Non. Les grosses fortunes se créent sur les salaires minables, sur les richesses produites par les travailleurs, des millions de travailleurs quotidiennement volés.

Mais nous ne sommes rien, nous ne comptons pas, nous n'existons pas. Tout fonctionne grâce à notre travail mais surtout ne le dites pas, ne le montrez pas. Nous pourrions avoir l'idée de nous débarrasser des parasites. Nous pourrions décider de quoi et comment produire... sans enrichir une minorité. Nous ne sommes rien, soyons tout!

Rodkol

Brèves de combat

Beurk

Les entreprises du CAC 40 ne connaissent décidément pas la crise. Les 40 entreprises vedettes de la Bourse de Paris affichent un bénéfice net de 73 milliards d'euros pour 2011. Sept milliards de moins qu'en 2010, mais, contrairement à 2010, l'économie française a connu la récession en 2011. Ce qui n'empêche donc pas de s'en mettre plein les poches. Ah! les salauds...

Yes!

Explosions de joie chez les 133 salariés de l'usine d'Albany-Cofpa, après que les propriétaires ont annoncé l'abandon du projet de fermeture de celle-ci au premier trimestre 2012, à l'issue d'une réunion avec les représentants du personnel.

Arrête ton char, Ben Hur

Sarkozy veut durcir davantage la politique d'immigration parce qu'il y a, selon ses dires, « 165 000 étrangers qui bénéficient du RSA et 20 000 du minimum vieillesse ». Trop, c'est trop! Il propose donc de diviser par deux le nombre d'étrangers accueillis chaque année en France, tout en se défendant d'effectuer « un virage à l'extrême droite ». Il appelle ça comment, lui?

Shut up!

À Montpellier, Sarkozy n'a pas pu s'empêcher de répondre : « Si le nombre d'enseignants était le problème, on devrait avoir la meilleure école du monde! », à l'adresse des personnes qui lui reprochent la suppression d'un poste sur deux. « Je veux une école

du respect, de la politesse, de l'apprendre à vivre avec les autres, une école où on apprend que l'on a rien sans rien ». Et nous on ne veut qu'une chose : que tu te tires!

Adoption d'une nouvelle loi liberticide

Le Parlement a adopté définitivement la proposition de loi instaurant un fichier central des données biométriques de tous les Français. Censées lutter contre le phénomène d'usurpation d'identité, les données biométriques seront centralisées dans un fichier central, qui portera, dans un premier temps, sur 45 millions d'individus, et 65 millions à terme. Ça va être devenir dur de vivre libre en France!

Charger la mule!

Le Parlement a adopté un projet de loi prévoyant la création de 24 000 places de prison dans les cinq ans (largement grâce à un partenariat public-privé), ce qui fera un total de 80 000 places. La gauche a voté contre ce projet.

Financial psycho killer

Une étude réalisée par l'université de Saint-Gall, en Suisse, a étudié le comportement de 28 traders, spécialisés dans les produits dérivés, et l'a comparé aux tests subis par 24 psychopathes, emprisonnés dans des établissements de haute sécurité. En résumé, le trader est plus égocentrique et plus tenté par le risque que le psychopathe « ordinaire ». En effet, le trader ne cherche pas l'enrichissement personnel tant il est dans sa névrose de jeu et de combat. Et dire que ce sont eux ces dingues qui font la pluie et le beau temps chez les pauvres gens!

Les soins dentaires sont devenus inabordables

Face à la hausse des dépassements, l'assurance-maladie ouvre des négociations avec les dentistes. Le dentaire représente les deux tiers des renoncements aux soins pour raison financière.

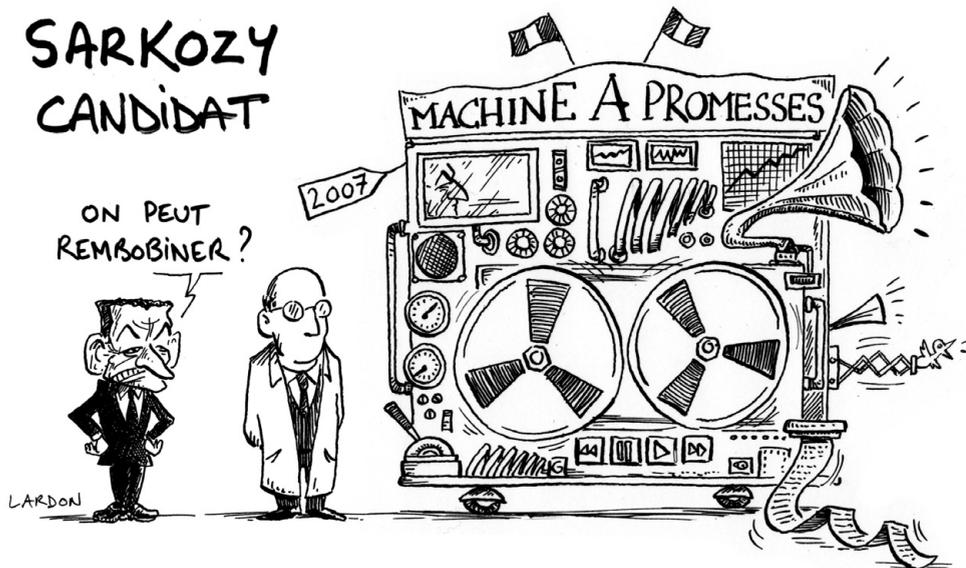
Métro Belleville, un vendredi quelconque, dans l'après-midi...

Un jeune homme de couleur se fait contrôler à la sortie du métro. Une passante, la soixantaine, BC-BG, se poste quelques marches plus haut pour observer tranquillement la scène. Une policière se rue sur elle et l'exhorte à circuler. La dame refuse, faisant valoir son droit de citoyenne de s'intéresser à ce qui se passe dans un espace public. S'ensuit une vive altercation. Un attroupement se forme tout autour de la rambarde qui entoure la station. Le jeune homme est libéré. La femme est arrêtée et menottée. Elle proteste et tente de se libérer les poignets. Sur le chemin du fourgon, les policiers la plaquent contre la grille qui borde l'angle de la rue et du boulevard de Belleville. Les passants sont interloqués, choqués, scandalisés. Puis les policiers embarquent la « coupable » dans le fourgon, toujours menottée, toujours protestant. Conduite au commissariat du XIX^e, elle sera placée en garde à vue et inculpée. Moralité : 1 regard + 1 refus d'obéissance + 1 écart de langage = une arrestation menotte aux poings + 1 GAV de 24 heures effectives + une inculpation pour « outrage et rébellion ». C'est en France, le pays des droits de l'homme.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Des paroles et des paroles



ÇA POURRAIT AUSSI S'APPELER «Des paroles et des promesses» ou bien «Des paroles et des mensonges». France 2 a choisi d'appeler son émission «Des paroles et des actes». Bien sûr, on se souvient qu'il y a cinq ans Sarkozy gagnait l'élection après avoir dit tout et son contraire. Il peut bien se dire – lui et ses conseillers – que, en recommençant, ça peut encore marcher...

Après s'être fait remarquer à plusieurs reprises depuis le début officiel de sa campagne pour avoir vanté des chiffres fantaisistes sur divers sujets, le «candidat-président» se devait de faire un effort pour une émission marathon dans laquelle les journalistes n'ont pourtant pas été trop méchants. Quand, par exemple, il lui a été rappelé sa déclaration selon laquelle, s'il ne rabassait pas le chômage à 5 % au cours de son mandat, il s'attendait à une sanction des électeurs, on pouvait se dire que la télé était décidément bien obligée de s'inspirer des infos qui ressortent sur le web... Mais cela était visiblement préparé, le petit Nicolas avait été averti et avait une réponse toute prête pour botter en touche.

À part ça, il n'est pas vrai qu'il se droïtise, pas vrai non plus qu'il est le président des riches, son bilan est bon et, s'il n'y avait pas eu la crise, il aurait été excellent... C'est tout juste s'il a eu un peu tort d'aller au Fouquet's et de favoriser son fils Jean. Il a pris des décisions que lui seul pouvait prendre pour sauver la France, comme la «TVA sociale»... À ce propos, certains ont remarqué une erreur (on peut aussi appeler ça un foutage de gueule).

Sarkozy a déclaré : «Avec 3 % d'augmentation de TVA en Allemagne, les prix ont grimpé de 0,5 point, et ils augmenteront dans une même proportion en France»; pourtant, selon un rapport de la Cour des comptes datant de mars 2011, qui reprend une étude de la banque centrale allemande, «l'augmentation de 3 points de la TVA aurait contribué pour 2,6 points à la hausse des prix». Et ce sont des chiffres officiels...

Mais il veut aller plus loin : il a «découvert» que certains grands groupes du CAC 40 ne payaient pas d'impôts et il compte y remédier... C'est pas du foutage d'électeurs, ça ?

Ce fut donc pour une partie un beau boulot de promotion organisé par une chaîne encore publique. À quelques détails près tout de même : il a éludé des questions gênantes et personne n'a insisté, oui, mais ça s'est vu... Ne doutons pas que cela n'empêchera pas certains de lui faire confiance. Pour une autre partie, ce fut – paraît-il, car j'ai alors trouvé plus intéressant à faire... – plus lamentable encore, avec des petites phrases haineuses et ras des pâquerettes échangées avec Fabius.

Voilà ce qui arrive quand on ne regarde plus les débats télévisés depuis longtemps et qu'un soir, pour voir si c'est toujours aussi grave (alors qu'en fait on s'en doute bien, car s'il y avait un quelconque changement on le saurait), on appuie sur le bouton de la télé. Et bien c'est pas la peine, et dans cinq ans, si on ne fait pas la sociale avant, ce ne sera toujours pas la peine.

D. Jouhet

Répression tous azimuts

LE 8 MARS 2012 au soir, quatre militantes et militants de la Fédération anarchiste, ainsi que sept autres camarades d'Action antifasciste, du NPA et d'Alternative libertaire ont été arrêtés à Paris et placés en garde à vue. Il leur est reproché de s'être livrés à des dégradations en réunion. En réalité, leur action était un collage destiné à refuser la banalisation de l'extrême droite et à informer sur la tenue des «Assises nationales de la nationalité, de la citoyenneté et de l'identité», prévues pour le samedi 10 mars. Cette manifestation, à visée prétendument citoyenne, est déjà la deuxième du genre. Elle véhicule ouvertement, pour le compte du Bloc identitaire, les prises de position xénophobes et racistes les plus abjectes.

Dans cette affaire, les forces de répression de l'État ont clairement indiqué quel était leur camp naturel. La garde à vue a été prolongée jusqu'au samedi 10 mars à 22 heures, l'emprisonnement a duré jusqu'au dimanche 11 dans l'après-midi, sans aucun fondement juridique aux termes du droit bourgeois. Les rassemblements organisés en soutien ont été neutralisés avec l'efficacité qu'on connaît à la police de ce pays quand il s'agit d'écraser les luttes sociales. De toute évidence, le pouvoir d'État a décidé de frapper fort et d'envoyer un message d'encouragement aux fascistes de tout poil. Mise en relation avec les déclarations récentes du ministre de l'Intérieur et la tonalité générale de la campagne électorale, cette série de gardes à vue prouve, s'il en était besoin, que l'extrémisme de droite est un rouage essentiel à la stabilité du capitalisme et de l'État et qu'on ne s'en débarrassera définitivement qu'en détruisant le système économique et politique qui lui accorde sa protection.

La Fédération anarchiste soutient l'action des militants arrêtés et exige l'arrêt des poursuites engagées contre eux. Elle dénonce une atteinte à la liberté d'expression et le caractère inédit des mesures de garde à vue suivies de détention pour collage d'affiches. La Fédération anarchiste remercie l'ensemble des personnes qui ont manifesté leur soutien immédiat sans céder aux intimidations policières. D'ores et déjà, la solidarité s'organise : une souscription est ouverte. Il suffit, pour cela, d'envoyer un chèque à l'adresse suivante : Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris, à l'ordre de «Publications libertaires», en rajoutant la mention «Solidarité 8 mars» au dos. Les informations sur les différentes initiatives de soutien à venir seront communiquées au fur et à mesure.

Fédération anarchiste

Dimanche 11 mars

Made in France

Stephane

*Goupe Le Cri du peuple
de la Fédération anarchiste*

APRÈS AVOIR FAVORISÉ LES DÉLOCALISATIONS en distribuant généreusement l'argent public au patronat afin de lui permettre d'installer sa production bien loin, là où la main-d'œuvre docile et abondante se contente de si peu, nos élites claironnent à tout va qu'il faut désormais réindustrialiser la France. Voici des paroles pétries de bonnes intentions qui ne coûtent guère plus que les courants d'air où se perdent les promesses électorales. Mais, au fait, que veut-on produire ? Dans quel but ? Dans quelles conditions ? Et surtout dans quel système économique ?

Comme tous les cinq ans, voici revenue la saison du grand rabattage électoral, et chacun se met à taper sur tout et n'importe quoi. Il est actuellement de bon ton de fustiger ces malheureux « petits Chinois » qui, n'ayant aucune morale, triment durant des heures et des heures, sans même aller pisser, ou si peu, dans des conditions que les mineurs de *Germinal* ne leur auraient pas enviées. De jour comme de nuit, entassés dans des ateliers où flottent les douces vapeurs des solvants et autres créations de l'industrie chimique, ils suent sang et eau pour des salaires défiant toute concurrence. En plus, ils maîtrisent les ficelles du commerce et nous refourguent leurs produits manufacturés, pas chers certes, mais bien assez tout de même, entraînant ainsi la fermeture de nos entreprises et la mise au chômage de millions d'ouvrières et d'ouvriers. Alors on se lamente devant les grilles des usines menacées ou désaffectées, on regrette la disparition de ces hauts lieux d'épanouissement de l'individu où l'on peut apprendre à loisir l'obéissance et la soumission et plus rarement, hélas, l'entraide et la solidarité. Devant tant d'injustice, nos valeureux candidats à l'élection présidentielle ne peuvent plus se contenir. Alors, d'indignation

en colère mesurée, chacun y va de son « Cocorico », « Il faut produire en France », « Achetons français », « Du made in France sinon rien ! ». Quelle audace, que de vacarme et de bons sentiments dégoulinants. Mais que signifie ce réveil patriotique teinté d'un brin de nostalgie du bon vieux temps du plein emploi, lorsque les ateliers grouillaient de main-d'œuvre et que, soi-disant, tout allait si bien dans le pays ?

Si cette réindustrialisation doit assurer la production des biens nécessaires permettant réellement de satisfaire nos besoins sans nous abrutir, tout en améliorant les conditions de vie de chacun, alors tout irait pour le mieux. Mais, si on doit rouvrir des usines dans le but d'inonder le marché de gadgets inutiles et de babioles aussi moches que superflues, dont la finalité n'est que d'assurer l'enrichissement d'une minorité, tout en comblant le vide existentiel de la majorité conditionnée par la société de consommation et ses diktats, alors ce n'est franchement pas la peine de ressortir le bleu de travail du placard. Autant laisser le temps accomplir son œuvre d'obsolescence et les mites finir leur repas !

Pire encore, ces ateliers pourraient également servir à la fabrication d'armes de toute nature : l'industrie militaire étant une tradition bien française, un savoir-faire mondialement reconnu, presque un domaine de prédilection. Ces armes iraient sans doute alimenter en quincaillerie mortifère les milices des belligérants des conflits actuels et à venir, ou encore équiper les armées pléthoriques de quelques dictateurs sanguinaires anciens ou futurs amis des droits de l'Homme. Tout aussi inquiétant et pourtant concevable en période de crise, un candidat plein d'aplomb serait capable sans grimacer de relancer l'extraction du minerai d'ura-

nium dans nos vertes campagnes. En effet, s'il faut pour produire de la richesse et assurer sa pitance au quidam désœuvré, extraire le poison des entrailles de la Terre au risque de contaminer les sols cultivables et l'eau des rivières, autant le faire ici plutôt qu'en Afrique où les populations autochtones ne remercient même pas le grand pays civilisé qui leur apporte pourtant progrès, prospérité et radioactivité quasi éternelle. Mais ce ne sont là que des suppositions enfantées par mon esprit malveillant de contestataire chronique, rassurez-vous, le cynisme des décideurs ne pourrait atteindre de tels sommets, ou alors ce serait à désespérer des urnes!

Mais après tout, si le retour de la production industrielle sous nos latitudes redevient envisageable c'est peut-être dû à la dégradation progressive des conditions de travail qui rapproche inexorablement notre système économique du triomphant modèle asiatique. Le prolétariat français a tellement été remodelé à grands coups de flexibilité, de cadences infernales imposées et de pressions psychologiques sous la menace permanente de plans sociaux que les groupes financiers peuvent désormais espérer réaliser ici les profits qu'ils ne pouvaient jusqu'alors atteindre qu'en délocalisant dans les pays émergents. De plus, en limitant progressivement le droit de grève, en grignotant le code du travail, en pénalisant les actions syndicales et surtout en fichant méthodiquement les citoyens, l'État a instauré une certaine stabilité sociale indispensable à la bonne marche des affaires. La machine à broyer du réfractaire serait donc la seule à ne jamais tomber en panne. En effet, le gouvernement et le patronat veillent à son bon fonctionnement par la promulgation régulière de lois et décrets toujours plus insidieux et répressifs. Un tel contexte attire inévitablement les investisseurs et autres spéculateurs aux grossiers appétits.

Toutes ces usines renaissantes seraient évidemment gérées par des professionnels de l'industrie et de la finance, en un mot des «killers». Des personnages sans scrupules certes, mais redoutablement efficaces lorsqu'il s'agit de créer de la richesse et surtout de se l'accaparer. Même si certains candidats osent dénoncer les injustices du système et les inégalités sociales, c'est pour mieux faire avaler aux pantins électeurs les pilules énormes et amères que sont «la moralisation du capitalisme, la taxation des transactions financières, le capitalisme à visage humain ou encore le capitalisme participatif». Et ainsi font font font les petites marionnettes, trois petits tours et puis s'en vont dans un paradis fiscal avec ton pognon et le mien, cela va de soi. Allez! On glisse son bulletin et on applaudit bien fort le triomphe de Guignol et surtout on retrousses ses manches pour aller trimer dans les bagnes made in France!

Dans tout cela, l'ouvrier demeure l'éter-



nel dindon de la farce qui, après s'être défoulé dans l'isoloir, rentre chez lui en baissant la tête. Son seul espoir d'émancipation réside dans l'ambition de devenir un jour, après bien des sacrifices et des bassesses, un honnête chef d'atelier qui rejette sur ses collègues la pression et les brimades que lui font subir ses supérieurs en lui imposant des rendements et des délais intenable, avec la menace constante d'une sanction si les objectifs ne sont pas atteints. Si par hasard un politicien s'adresse à la classe ouvrière, c'est souvent sous la forme d'un discours infantilisant et toujours dans l'espoir de dompter la classe laborieuse afin de lui enfile plus facilement le harnais et la muselière. Ainsi nul n'envisage de confier la gestion et l'organisation du travail aux ouvriers. Eux-mêmes n'osent le réclamer, tant on leur a rabâché

qu'ils n'en étaient pas capables. Le mot «autogestion» écorcherait sans doute les gencives de tous ces beaux parleurs, que les écarts de langage et de comportement ne rebutent pourtant pas.

C'est donc sans démagogie aucune mais avec beaucoup d'espoir que je conclus en citant ces paroles, datées mais pleines de bon sens et toujours de saison, tirées de la chanson *Le triomphe de l'anarchie* de Charles d'Avray :

« Empare-toi maintenant de l'usine
Du capital, deviens le fossoyeur
Ta vie vaut mieux que d'être une machine
Tout est à tous, rien n'est à l'exploiteur
Sans préjugé, suis les lois de nature
Et ne produis que par nécessité
Travail facile ou besogne très dure
N'ont de valeur qu'en leur utilité. »

5.

En attendant le 6 mai

À droite : la dérive raciste

À gauche : la rose et le résidu



Maurice Rajsfus

LE SPECTACLE offert aux possibles électeurs, depuis le début de 2012, ne manque pas d'étonner. À droite, le chef de l'État et son entourage ne cessent de reprendre les thèmes de l'extrême droite: plus ultranationaliste que moi tu meurs! À gauche, on s'affiche surtout républicain, oubliant au passage de trop se proclamer socialiste. Ce qui serait la moindre des choses. De son côté, l'extrême gauche a quasiment disparu du paysage, sans vraiment en tirer les leçons.

Alors qu'il entrait officiellement en campagne pour l'élection présidentielle, à la mi-février 2012, Nicolas Sarkozy annonçait, de façon tonitruante: «Je vais redonner la parole au peuple!» Grand merci! Superbe proclamation qu'il n'était pas difficile de décortiquer. Cette parole, qui serait libérée, ayant pour finalité de proposer, par voie de référendum, deux approches de la répression. Tout d'abord, il s'agissait de stigmatiser les chômeurs, ces faînéants qui vivent aux crochets de la France profonde, ces «assistés» qui n'ont pas honte de se laisser entretenir alors que d'autres se lèvent tôt et travaillent dur. Autre volonté de celui qui règne à l'Élysée: en finir avec ces sans-papiers qui empoisonnent ce vieux pays gaulois. En clair, il serait fait appel

aux plus bas instincts des beaufs qui peuplent massivement l'ancien pays de la liberté et du droit d'asile.

Toutes les provocations peuvent être envisagées

Cette volonté de «rendre la parole au peuple» est d'autant plus étonnante que l'on n'a jamais voté que ces dernières années. Curieuse proclamation. Toutes proportions gardées, cela ne peut que rappeler le coup de clairon du prince Louis-Napoléon Bonaparte, au lendemain de son coup d'État du 2 décembre 1851, avec cette annonce qui se voulait tonitruante: «Je rétablis le suffrage universel!» Cela alors que la plupart de ses opposants étaient arrêtés par sa police ou momentanément en fuite. Dès le lendemain, le dictateur faisait canonner les quartiers populaires de Paris. Nous n'en sommes pas encore là mais il faut bien être persuadé que Nicolas Sarkozy ne rendra pas de gaieté de cœur les clés du château. Il faut être bien convaincu que, d'ici au 6 mai 2012, toutes les provocations sont encore possibles, bien au-delà des actuelles imprécations contre les chômeurs et les immigrés sans papiers. Les multiples fichiers policiers ne sont pas faits pour les chiens.

Bien sûr, il ne faut pas succomber au catastrophisme, mais ce que l'on qualifie de corps électoral est tellement inconséquent qu'il y a toujours matière à s'inquiéter. Souvenons-nous de la quinzaine suivant le 21 avril 2002. Il ne se passait pas de jour sans manifestation, à Paris et dans les grandes villes. Rejet de Le Pen? Sans doute. Mauvaise évolution de la situation? Certainement. Ainsi, au plus fort d'un authentique mouvement, que l'on aurait pu croire populaire, il était possible de voir s'agiter de nombreux drapeaux tricolores, accompagnant cet étonnant slogan: «Votez pour l'escroc, pas pour le fachos!» La stupidité de cet appel aux urnes annonçait surtout la capitulation tacite de ceux qui, déjà résignés, échangeaient un plat de lentilles de gauche contre un de fayots de la droite. Au nom d'un improbable Front républicain, les bonnes âmes qui appelaient à voter Chirac allaient nous installer Sarkozy au plus près d'un pouvoir revancharde.

Plus nous approchons de la date fatidique du 6 mai, plus nos sociaux-démocrates ne cessent de nous envelopper dans un républicanisme désuet, et plus la droite dure hausse le ton, jusqu'à nous faire oublier les imprécations du Front national. De part et d'autre, on

fait assaut de volonté sécuritaire. Les uns nous proposent à nouveau une police redevenue démocratique par la simple magie du suffrage universel; les autres continuant à faire patrouiller leurs hommes de main dans les quartiers dits «difficiles». La différence est mince, guère plus épaisse qu'un feuillet de ce Code de déontologie de la police, jamais respecté depuis qu'il avait été promulgué par une gauche en souffrance, en mars 1986, avant qu'elle ne perde les élections. Il est vrai que, avant de céder le poste de Premier ministre à Jacques Chirac, Laurent Fabius avait eu cette réflexion mémorable: «En période difficile, c'est toujours la gauche qui fait le sale boulot!»

Ne me faites pas rire, j'ai les lèvres gercées!

Une fois de plus, il convient de rappeler l'article 10 de ce Code de déontologie: «Toute personne appréhendée est placée sous la responsabilité et la protection de la police; elle ne doit subir, de la part des fonctionnaires de police ou de tiers, aucune violence, ni aucun traitement inhumain ou dégradant...» On avait dû bien ricaner dans les commissariats lorsque ce texte avait été distribué à nos fidèles gardiens de la paix, toujours en guerre contre les précaires, les sans-papiers ou les contestataires en tous genres. Nous savons ce qu'il en a été depuis, et ne peuvent plus en témoigner ces victimes des forces de l'ordre, décédées à la suite de l'application stricte des «gestes techniques enseignés en école de police».

La droite dure revenue durablement, au printemps 1993, avec le tristement célèbre Charles Pasqua de nouveau aux manettes place Beauvau, le Code de déontologie se voyait complété par un codicille concernant les contrôles d'identité, et particulièrement des «contrôles préventifs», permettant de contrôler «toute personne quel que soit son comportement». Bien entendu, il était précisé que ces contrôles devaient s'effectuer «dans le respect de la liberté individuelle, avec vigilance, courtoisie, et dans les conditions fixées par la loi». De grâce, ne me faites pas rire, j'ai les lèvres gercées. Personnellement (par héritage), je ne pouvais que ressentir douloureusement un article concernant le contrôle de la situation des étrangers, permettant d'opérer ces vérifications, «en dehors, éventuellement, de tout contrôle d'identité». Vingt ans plus tard, la situation n'a pu que se détériorer et, si l'étranger n'est pas montré d'un doigt vengeur comme responsable de crise frappant les démocraties européennes, c'est tout comme.

Dégage, Nicolas!

La violence des propos entendus depuis l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy laisse entrevoir les ruades possibles de la bête politique blessée. D'autant plus que la réception qui lui a été réservée le 1^{er} mars à Bayonne a dû lui mettre la rage au cœur. Malgré sa protection rapprochée, le président des riches, qui se veut «populaire», et en tout cas proche du peuple, n'a pas manqué d'entendre, sur l'air des lampions, des gentillesse

comme «Dégage, Nicolas!» et «Retourne chez Bolloré!» ou, tout naturellement, «Casse-toi pov'con!». Peu charitablement, Libération relevait le propos d'un manifestant: «Ne lui marchez pas dessus!» La rencontre avec le peuple se terminera par l'arrivée en renfort d'une centaine de CRS, matraques hautes. Finalement, celui qui estime être «partout chez lui» en France devait se réfugier dans un bar du petit Bayonne avant de prendre piteusement la fuite à bord d'une voiture sous la protection des forces de l'ordre. Preuve, s'il en était nécessaire, de l'indispensable présence d'une police nombreuse quand le président désire se frotter à la foule.

Bientôt, si la tactique électorale du président l'exige, on expliquera à la France profonde que la police de la République est infiltrée par des fonctionnaires de police dévoyés, à la solde d'une opposition désireuse de troubler le jeu démocratique. Il n'est d'ailleurs pas inutile de noter que, très récemment, le préfet de police de Paris, Michel Gaudin, était entendu comme «témoin assisté» (c'est le statut attribué aux personnages importants qu'il n'est pas possible de mettre en examen) pour avoir commandité une enquête contre des policiers jugés «trop à gauche». Peut-être s'agit-il de ces fonctionnaires d'autorité n'ayant pas la narine fragile et qui peuvent passer d'un tuteur à l'autre sans avoir le sentiment de changer de bord. Ceux-là sont très utiles car ils permettent de définir la police comme éminemment républicaine, prioritairement soucieuse de maintenir l'ordre sous tous les régimes.

Les promesses durent le temps d'une campagne

Il faut bien constater que le sortant est plus dangereux, pour ce qu'il nous reste de libertés fondamentales que le prétendant. Pourtant, comme il serait naïf de se fier aux promesses! Un retour sur les vingt-cinq dernières années passées permet de se souvenir qu'en 1988 François Mitterrand avait promis d'abroger les lois liberticides de Pasqua-Pandraud sur les immigrés, or il n'en sera rien! De même, en janvier 2002, sollicité de s'exprimer sur les sans-papiers, Lionel Jospin, certain de sa victoire à l'élection présidentielle, estimait nécessaire de flatter les bas instincts nationalistes de certains de ses électeurs en évoquant ceux «qui n'ont pas vocation à rester en France». Il est vrai que, très tranquillement, le même habile homme avait tenu à affirmer, la main sur le cœur: «Mon programme n'est pas socialiste.»

Dix ans plus tard – un socialiste averti en vaut deux –, un même scénario peut-il se reproduire, vu la fragilité du successeur de Lionel Jospin? En effet, contrairement aux affirmations de Nicolas Sarkozy qui hurle à l'épuration s'il perdait les élections, François Hollande et ses stratèges tiennent à affirmer qu'ils ne songent nullement à faire table rase de dix années de sarkozysme actif. Si l'on en

croit une récente enquête publiée par *Le Monde*, il n'est pas question pour nos socialistes de mettre en question l'ensemble des «réformes» mises en musique à l'Élysée depuis 2007. En douceur les têtes pensantes du Parti socialiste nous expliquent qu'en matière de sécurité, par exemple, «il faudra évaluer les lois qui n'ont aucun impact, aucune efficacité et celles qui marchent». Ces réflexions dignes d'hommes d'État cohérents n'évoquent pas ces lois perverses qui mettent nos libertés en péril. En creux, l'idée même de pouvoir continuer à les utiliser ne doit pas être absente. N'oublions pas que la gauche a été représentée au ministère de l'Intérieur par des hommes aussi éminents que Jean-Pierre Chevènement, lequel expliquait tranquillement que la France a une «tradition de police d'ordre»! Nous savons, d'expérience, ce que cela peut signifier...

L'abattage halal menace la République

Régulièrement, au travers du débat sur la viande halal, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, rejoint par Nicolas Sarkozy et François Fillon, ressort son refrain sur la société française en péril. Oubliant au passage que les consommateurs de viandes égorgées sont également des citoyens de ce pays, s'offrant au passage la joie sadique de stigmatiser, sans les nommer, les musulmans qui encomrent le territoire national. La droite dure (y a-t-il une droite molle?) ne cesse de réveiller les vieux démons et, au premier rang d'entre eux, la pollution créée par ces étrangers à la peau moins blanche qu'il n'est acceptable par les patriotes conséquents. Pour ne pas apparaître comme des racistes, les grands esprits ont donc ressorti la question de la viande halal. À partir d'un mode d'abattage, la France profonde risque de transformer peu à peu le rejet des «bronzés» en une haine profonde. À ce niveau, où peut donc se situer la ligne jaune qui sépare encore la droite républicaine de cette extrême droite qui n'a jamais abandonné sa sinistre nostalgie du fascisme?

Dans la campagne électorale d'une droite qui n'a jamais été aussi réactionnaire dans le discours, le débat se situe au ras du caniveau. C'est ainsi que, faute de pouvoir convaincre politiquement un électoral dit populaire, le dernier rôle de Nicolas Sarkozy et de son fidèle Guéant concerne la viande halal. Cette attaque étant liée à une volonté de flatter les fidèles du Front national. Ainsi, dans l'une de ses dernières prestations, le «chef de l'État» s'en prend désormais au regroupement familial, censé menacer les vraies valeurs de la France. Comme si toutes ces gesticulations de circonstance allaient permettre de résoudre les difficultés économiques et sociales. Si j'étais un «viandard» invétéré – ce qui est loin d'être le cas –, j'inciterais mes contemporains à se goinfrer de viande égorgée, halal ou casher. Calme-toi, Rajsfus, et contente-toi d'une belle tranche de jambon de Bayonne. **M.R.**

Thaïlande

Lèse-majesté et **censure**

Un petit goût de chasse aux sorcières



P. Pellicer

DES DÉBATS TELS QUE N'EN A JAMAIS CONNU la Thaïlande, première monarchie constitutionnelle d'Asie du Sud-Est, agitent le « pays du sourire » autour de la loi contre le crime de lèse-majesté en vigueur, qui permet la condamnation de quiconque émet la moindre critique visant la famille royale.

Élément déclencheur de cette agitation : la proposition de Nitirat, groupe d'universitaires de l'université Thammasat – l'une des plus prestigieuses du pays, réputée progressiste –, d'amender la loi, dans le but de mettre fin à l'utilisation de celle-ci à des fins de règlements de comptes politiques, fait fréquent depuis les affrontements politiques de 2010. Il n'en a pas fallu davantage pour provoquer l'ire de divers groupes de droite, comme l'association des anciens étudiants en droit de Thammasat (comptant parmi ses rangs quelques figures du Parti démocrate, d'opposition), ou l'association des étudiants en journalisme. Elles exigent le renvoi pur et simple des pétitionnaires de l'université.

Sondhi Limthongkul, magnat des médias et virulent leader des Chemises jaunes (groupe de pression royaliste et ultranationaliste), accuse même Nitirat d'être financé par des « capitalistes américains » ayant pour but de renverser la monarchie et de s'emparer des ressources naturelles de la Thaïlande. Et en profite pour dénoncer les éléments sub-

versifs que constituent pour son organisation médias indépendants, « gauchistes », ONG, universitaires, etc.¹

Organiser la répression sur internet

Fait nouveau, des débats autour de la monarchie sont relayés par les grands médias du pays. Cela étant peut-être lié à la volonté forte du nouveau gouvernement thaïlandais de se doter de l'appareil répressif « nécessaire » pour faire face aux menaces venant d'internet et des réseaux sociaux, et de le faire savoir.

L'État, via son ministère de l'Information et des Technologies de la communication, a inauguré le 1^{er} décembre, à Bangkok, le Csoc (Centre d'opération de cyber-sécurité), conviant des représentants du Conseil national de sécurité, de l'Agence nationale des renseignements, de la police royale thaïlandaise et des forces armées. Son but : lutter contre les contenus virtuels inappropriés, ceux de Facebook et Twitter figurant en ligne de mire. Et il entend bien collaborer directement avec les entreprises concernées.

Twitter, société richissime² comptant 300 millions d'utilisateurs, a récemment annoncé qu'elle n'hésiterait pas à participer à la censure de ses contenus en vertu de réglementations nationales spécifiques. Une décision saluée par le président de l'Association

des journalistes thaïlandais et par un gouvernement³ qui travaille déjà avec deux géants du net : Facebook et Google.

Après le blocage de dizaines de milliers de sites internet, le pouvoir ne compte pas s'arrêter là. Il a le projet de faire appel aux fournisseurs d'accès ou aux propriétaires de sites, y compris à l'étranger, pour censurer les contenus estimés dangereux.

1,5 million de baths (environ 38 000 €) seraient, selon le quotidien *The Nation*⁴, dépensés quotidiennement par le gouvernement dans sa lutte anti-cyber-lèse-majesté. C'est que, à défaut de discussions dans les foyers ou en public, les débats se multiplient sur internet, malgré les risques. Et les accusations et condamnations abondent, faisant souvent suite à des campagnes de dénonciations anonymes relayées par courriels, pages Facebook ou de blogs en « captures d'écran » à l'appui, agrémentées de données personnelles sur les coupables présumés.

La dénonciation anonyme est encouragée et, via des sites comme *protecttheking.net*, toutes les démarches peuvent être réalisées en quelques clics.

Condamnations et affaires en cours

Il n'existe aucun chiffre officiel faisant état du nombre d'affaires de lèse-majesté en cours. Le site *Thaï Political Prisoners* évoque

onze condamnations ces dernières années, et les procédures en attente seraient nombreuses⁵.

La dernière sanction en date est celle qui a frappé A. Tangnoppakul, 61 ans, condamné fin novembre 2011 à vingt ans de prison pour des SMS envoyés à Abhisit Vejjajiva, ex-Premier ministre, jugés insultants pour la monarchie.

Mais rien n'illustre mieux le féroce climat antiliberté d'expression que l'affaire Anthony Chai. Ce citoyen américain d'origine thaïlandaise a été arrêté lors d'un séjour en Thaïlande, sans accusation officielle, pour des messages écrits sur internet. L'arrestation faisait suite à l'obtention par les renseignements d'informations permettant de le localiser. Anthony Chai affirme que les données ont été fournies par Netfirms, hébergeur du site internet d'où provenaient les messages jugés diffamatoires. Le site a plus tard été fermé, sans raison donnée; sur « conseil » du gouvernement, selon Chai.

Il affirme également avoir été convoqué à plusieurs entretiens avec des officiers des renseignements thaïlandais sur le territoire américain. Ceux-ci lui auraient proposé de devenir un informateur et de faciliter l'arrestation d'internautes antimonarchistes⁶.

Quelques données historiques

En Thaïlande, monarchie constitutionnelle depuis 1932, rarissimes sont les voix dissidentes ou critiques de la monarchie. Le roi Bhumibol Adulyadej (Rama IX, neuvième de la dynastie Chakri) est sur le trône depuis 1950. Il est considéré par l'immense majorité des Thaïlandais comme un dieu vivant, culte ayant son origine dans la tradition bouddhiste du « Dieu-Roi » (*devaraja*), au centre des cultures des royaumes du Sud-Est asiatique depuis des siècles⁷. Sur le point de tomber en désuétude à la suite de l'abolition de la monarchie absolue en 1932⁸, il fut réactivé, savamment modernisé et entretenu par la monarchie et les pouvoirs successifs (politiques, militaires et religieux) depuis 1950, bien conscients des bénéfices qu'ils pouvaient tirer de l'association avec un souverain d'origine divine.

Les Thaïlandais sont, dès le plus jeune âge, soumis à une propagande infantilissante, les références à la monarchie et à l'autorité venant occuper une partie importante du champ culturel et de l'imaginaire national. La vie au « pays du sourire » est rythmée par les marques de dévotion permanentes de ses sujets à l'égard du monarque; et par le respect absolu des hiérarchies sociales héritées de la monarchie.

Le roi contrôle directement le clergé (*sangha*) dont il nomme les dirigeants. Ses liens avec les dictateurs successifs ayant dirigé le pays depuis les années cinquante ne sont plus un secret, malgré le refus des médias internationaux, à de rares exceptions, d'aborder la question avec le sérieux qu'elle mériterait,



lui préférant la fable d'un souverain protecteur, bienveillant et politiquement neutre.

Sa fortune, selon Forbes, est évaluée à une trentaine de milliards de dollars (chiffres 2011), soit soixante-dix fois celle de la reine d'Angleterre.

Depuis peu, de timides critiques de la monarchie voient le jour sur internet, dépassant le strict cadre universitaire auquel elles étaient jusque-là confinées. Elles font en partie suite à la sanglante lutte qui a opposé les Chemises rouges au gouvernement du Parti démocrate en 2010 (les premiers accusaient les seconds d'avoir été portés au pouvoir par un coup d'État) et aux débats qu'elle a provoqués dans l'opinion.

P.P.

1. Prachatai, 28-01-12: « Sondhi : american capitalists are behind plot to overthrow monarchy ». <https://prachatai3.info/english/node/3020>

2. La Tribune, 06-01-11: « Twitter valorisé 7 milliards de dollars ? »

3. Bangkok Post, 30-01-12: « ICT to lay down law on Twitter accounts ».

4. The Nation, 19-12-11: « Cyber surveillance vulnerable to abuse ».

5. Bangkok Post, 14-07-11: « Sqr Ldr's lese majeste trial begins ».

6. Bangkok Post, 11-09-11: « A question of freedom of speech ».

7. Culte qui date – au moins – de l'avènement des puissants empires khmers sur les territoires actuels de la Thaïlande et du Cambodge. On la fait parfois remonter, sous une forme proche de la tradition actuelle, au IX^e siècle (règne du souverain Jayavarman II). Elle est une des caractéristiques du bouddhisme Theravâda (petit véhicule), tendance majoritaire dans la région.

8. Un syndicaliste était même allé jusqu'à menacer de poursuivre le roi en justice pour diffamation. Geste tombé dans l'oubli, d'une portée jamais égale depuis, sauf peut-être en 2008, quand un certain C. Onsoong refusa de se lever pour l'hymne national précédant les films au cinéma, avant d'être immédiatement dénoncé à la police. L'affaire est toujours en attente de jugement.

Affichons-nous à nos risques et périls



EN DÉCEMBRE 1968, nous avons distribué à Genève des tracts opposés à l'ouverture nocturne des grands magasins juste avant Noël. Les vigiles nous avaient vite fait fuir, et les policiers avaient pris nos identités. Mes camarades ont eu des amendes modestes ; moi, étrangère, j'ai été menacée d'expulsion du territoire suisse.

Le 11 novembre 1890, la police genevoise arrêtait un anarchiste français, Moïse Ardaine ou Ardène, un coiffeur français chez qui se réunissaient parfois les compagnons, alors qu'il collait sur les murs de la ville une affichette en trois langues, français, italien et allemand, en mémoire des anarchistes pendus trois ans auparavant à Chicago : Souvenons-nous, suivons l'exemple ! On trouva des affichettes collées ici et là à Genève, on arrêta plusieurs militants ; à Lausanne, on ne trouva pas le ou les coupables, qui avaient eu le temps d'apposer une douzaine d'affiches sur la porte d'une église et dans les quartiers bourgeois, preuve qu'ils ne connaissaient guère la ville.

Sur cet incident, le rapport conservé aux Archives fédérales suisses (E21-14096) ne comporte pas moins de deux cents pages de correspondance, de documents, de comptes rendus d'interrogatoires. Il est vrai que les

hommes soupçonnés d'avoir participé à la rédaction et au collage de l'affiche n'étaient pas inconnus de la police, qui attendait la première erreur de leur part pour les sanctionner. (Oui, il n'y avait que des hommes, jeunes pour la plupart. Seule la « femme Petraroya » est mentionnée pour avoir proposé dans une réunion « la formation d'un groupe de femmes anarchistes en disant que la femme est plus au courant de la misère que l'homme ».) L'inspecteur Voldet récapitula toutes les réunions, toutes les interventions, tous les contacts dont il avait connaissance. Les autorités genevoises correspondirent avec les autorités fédérales à Berne (la loi suisse sur le séjour et l'établissement des étrangers laissait alors une grande liberté d'action aux cantons). Le 15 décembre, les Français Paul Bernard et Lucien Weill, les Italiens Luigi Galleani, Gennaro Petraroya et Hiskio Giuseppe Rovigo (fabricant de timbres en caoutchouc, le beau métier que voilà !) ainsi que le Bulgare Peraskieff Stoïanoff furent expulsés de Suisse pour avoir abusé de la générosité du pays en matière de droit d'asile, et amenés à la frontière.

La police genevoise n'est pas seule à guetter l'affichage sauvage et à en faire un

affaire d'Etat. Le 29 février 2012, Maria Matteo et Emilio Penna ont été condamnés à Turin, après plus de deux ans de procédure (voir *Le Monde libertaire* n° 1596, 20 au 20 mai 2010), à trois mois de prison pour une affiche « menaçante » à l'égard d'un euro-député fasciste, collée en avril 2009. Qui de nous n'a jamais écrit « pendez-les tous » sur un tract ou un calicot ?

Maria et Emilio n'ont évidemment pas été condamnés pour avoir collé des mots sur des murs. Ils l'ont été, tout comme Galleani, Weill et leurs amis il y a plus de cent ans, parce qu'ils militent depuis de longues années, parce qu'ils sont de tous les combats et de toutes les solidarités. Opposition à la ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin, défense des sans papiers et des réfugiés confinés dans des camps, liberté d'expression, toutes ces luttes leur coûtent aujourd'hui la vindicte des institutions.

[Ndlr : Les événements de la semaine dernière (deux jours de garde-à-vue et une nuit au dépôt pour collage d'affiches antifascistes) témoignent à nouveau d'un regain de répression contre le militantisme anarchiste et d'extrême gauche.]

Marianne Enckell

Fukushima, mon amour

La désinformation et la non-information persistent

Cela ne peut étonner les anarchistes qui savent bien que société nucléaire rime avec société totalitaire. Bien qu'il s'agisse de l'un des plus importants accidents de l'ère industrielle, nous avons bien peu d'informations sur ce qui s'est passé et se passe sur le site de la centrale de Fukushima au Japon. Quelques nouvelles cependant. Lors de l'accident, il semblerait que la société Tepco, propriétaire de la centrale, ait voulu abandonner le site à son sort. Avec quelle monnaie d'échange le gouvernement japonais a-t-il pu inverser la tendance ? À ce jour, il semblerait qu'en fait, le réacteur 4 ne soit pas entièrement vide comme annoncé au début de l'accident ; deux tiers du combustible serait encore en place... Tepco a annoncé mi-décembre, comme prévu dans son planning, l'arrêt à froid des trois réacteurs accidentés de la centrale mais, courant février, la température a augmenté de nouveau dans le réacteur 2 ; raison officielle : les thermomètres ne fonctionneraient plus... À qui se fier ? Et si Tepco disait vrai, que penser de toutes les mesures précédentes ? Quid de la fiabilité de la technologie du nucléaire ?

Une désinformation tout aussi désastreuse est celle concernant les doses radioactives. Un mois après l'accident, les normes japonaises de seuil acceptable, notamment dans l'eau, ont été multipliées par vingt ! Est-ce à dire que les normes précédentes aient été fixées par un tirage au sort ? Cela permet de minimiser l'impact médiatique des doses élevées mesurées bien en dehors du périmètre de sécurité limité à seulement vingt kilomètres. Comme chacun devrait le savoir, il n'y a pas de dose radioactive inoffensive... La population, tout comme les pays qui importaient de la nourriture du Japon, n'ont plus guère confiance dans les mesures faites par les instances gouvernementales ; de plus en plus de personnes vont faire analyser leurs aliments auprès des quelques associations qui ont réussi à s'équiper d'appareils de mesure. Certes, il n'y a eu aucune victime directe déclarée lors de l'accident de Fukushima, même si les disparitions de certains ouvriers ayant travaillé sur le site de la centrale sont passées sous silence. Et, comme pour Tchernobyl, les victimes indirectes sont à venir et ne seront sans doute jamais comptabilisées.

La population captive sert de sujet d'expérimentation

Le Japon est devenu un gigantesque terrain d'expérimentation post-nucléaire. Cobayes pour des études sur la santé via les doses auxquelles est soumise une bonne partie de la population de l'archipel. Expériences sur la



soumission de toute une population qui, malgré le danger auquel elle est exposée, obtempère aux ordres gouvernementaux, de toute façon a-t-elle les moyens matériels et financiers de partir ? N'oublions pas que le Japon a subi aussi une catastrophe naturelle qui a dévasté une bonne partie du pays. Malgré tout, la population commence à s'organiser et devrait obtenir l'arrêt des centrales nucléaires dans le pays en avril. Expérience aussi pour le capitalisme mondial et sa guerre permanente puisqu'il semblerait que Tepco et l'État japonais considèrent que le responsable de la pollution radioactive est Areva, propriétaire du combustible donc des particules radioactives qui s'en échappent. On ne pleurera pas sur le sort de ce fleuron de l'industrie française, mais qu'est ce que cela change pour la population du Japon et du monde ? Rien, dans cette guerre entre capitalistes, au final ce seront les travailleurs qui de toute façon paieront les pots cassés. Le seul espoir que nous puissions avoir est que vu l'état de désorganisation dans lequel se trouve le Japon, cela favorise une nouvelle construction de la société, si possible autogérée. Mais le capitalisme renaît déjà de ses cendres radioactives, les grandes sociétés japonaises sont en train de transférer leur siège au sud de l'archipel bien moins touché et par le tsunami et par la pollution radioactive.

En France, pas de changement de cap

Alors que seuls restent en activité deux réacteurs nucléaires au Japon et que tous ceux arrêtés pour maintenance ne devraient pas redémarrer, malgré des coupures électriques régulières, cahin-caha, le Japon continue de

vivre, comme quoi l'atome n'est pas une nécessité. Mais en France, le discours a à peine changé. Suivant le modèle allemand, la gauche envisage l'arrêt d'ici quelques dizaines d'années ; la droite s'obstine à croire que le nucléaire nous assure une indépendance même si le minerai d'uranium vient quasi intégralement de l'étranger... Certes, le sujet nucléaire va revenir un peu sur le devant de la scène avec cet anniversaire, nous aurons le droit à quelques promesses de campagne, rapidement oubliées. Comme bien souvent, malgré les nombreux lanceurs d'alerte, seul un accident français modifiera les positions des uns et des autres. Mais alors il sera trop tard. Et sans doute l'État, quelle que soit sa couleur, dans les heures qui suivront, montrera son véritable visage, forcément totalitaire, car qui ira se sacrifier sur l'autel d'une centrale nucléaire ? Aussi avant qu'un nouvel accident n'arrive, où que ce soit, il est temps de stopper cette machine de mort et de désespoir.

Quelles actions aujourd'hui ?

Ce n'est pas avec une chaîne humaine que nous changerons grand-chose, cela ne peut être suffisant et il est déplorable que cette belle machine de lutte antinucléaire que fut le réseau Sortir du nucléaire se soit transformée en misérable ONG donnant les bons points via un label. Comme nous l'a montré la population japonaise, certes, dans un contexte particulier, seule la pression de la population peut faire céder les docteurs Folamour du gouvernement. Cela passe bien évidemment par le soutien et la participation au mouvement antinucléaire demandant un arrêt immédiat du nucléaire, civil et militaire. Cela passe aussi par une réorganisation de la production d'électricité et puisque nous avons la chance (pour le moment) de ne pas être dans la même situation que les Japonais, anticipons ! C'est-à-dire privilégier les autres sources d'électricité mais attention, le capitalisme vert est déjà en train d'investir tous ces espaces alternatifs, car ses tenants savent que le nucléaire est condamné à plus ou moins long terme, tout simplement parce que c'est un gouffre économique.

Même en société anarchiste, il sera impossible de faire abstraction du nucléaire. Et il est important que le mouvement anarchiste réfléchisse à comment il sera possible de gérer, en accord avec nos principes, ces foutus déchets ; tâche qui va durer quelques milliers, pour ne pas dire millions, d'années... Nos enfants ne sont pas prêts d'oublier le capitalisme !

Guillaume

*Groupe La Lune noire
de la Fédération anarchiste*

Quand **Victor** Serge louait **Eugène** Pottier



Dessin tiré du numéro 20 de la revue *À contretemps*, numéro consacré à Victor Serge

EXPULSÉ D'URSS EN AVRIL 1936, l'écrivain militant Victor Serge (1890-1947) fut l'objet d'« une invraisemblable campagne de calomnies » tandis que « des communistes noyautaient la presse et les revues françaises avec une perfection admirable ». Boycotté par la presse du Front populaire en France, il écrit pour quelques revues d'extrême gauche (comme *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte) ; et seul le quotidien socialiste et syndical de Liège *La Wallonie*, en Belgique, lui offre une tribune régulière. À partir de juin 1936, Victor Serge donne un article par semaine à *La Wallonie* sur les sujets les plus divers, de l'actualité internationale aux critiques de livres, en passant par des chroniques d'histoire sociale où il évoque régulièrement les grandes luttes populaires du passé. Ainsi, après avoir rappelé l'anniversaire du 18 mars 1871, début de la

Commune de Paris, dans l'édition du 20 mars 1937, il consacre quelques jours plus tard un bel article à Eugène Pottier, son poète (1^{er} au 2 mai). On y vérifiera que, plus de soixante ans après, le souvenir de la Commune est encore présent et que Victor Serge veut donner aux ouvriers qui le lisent des éléments d'une histoire populaire permettant de relier les luttes du passé aux combats contemporains pour l'émancipation.

Alors que nous sommes confrontés à la mise en scène d'un présent perpétuel qui permet les plus grossières manipulations historiques, l'exemple mériterait d'être retenu. Car, comme Serge l'écrit dans les mêmes colonnes, « le nouveau Moyen Âge, où nous plongeons les soubresauts du capitalisme finissant, nous impose la plus grande lucidité, le plus grand courage, la solidarité la plus agissante. Aucun péril, aucune amertume ne justifie

le désespoir — car la vie continue et elle aura le dernier mot. Aucune évasion véritable n'est possible, sauf celle de la vaillance ».

L'ensemble des deux cent deux chroniques écrites par Victor Serge de juin 1936 à mai 1940 pour *La Wallonie* sont reproduites sur le site : www.agone.revues.org.

Quatre-vingt-treize d'entre elles ont fait l'objet d'une publication en volume sous le titre *Retour à l'Ouest* (Agone, collection « Mémoires sociales », 2010). En 2011, les éditions Agone ont également publié son roman *Les Années sans pardon* et une version complétée et actualisée de ses *Carnets*, à paraître à la rentrée 2012.

Nous reproduisons cet article avec l'aimable autorisation des éditions Agone.

Le poète de la Commune

S'IL N'AVAIT ÉTÉ QUE L'AUTEUR de *L'Internationale*, Eugène Pottier mériterait déjà une grande place dans nos mémoires. Mais il fut, à la vérité, un admirable porte-parole du prolétariat français. Combattant de 1848 et de la Commune, ce n'est pas le hasard, c'est une logique sociale d'une rare justesse qui fit de lui le créateur de l'hymne ouvrier.

J'ai là ses *Chants révolutionnaires*¹, que l'on vient de rééditer (l'excellente idée!) et je vous assure qu'aux jours anniversaires de la Commune, pendant la guerre civile d'Espagne, ils ont, ces chants, le plus bel accent de force et de fierté ouvrières. Je n'en connais pas d'autres, en langue française, qui aient cette allure; ils me font penser aux chants des révolutionnaires russes...

Une lettre de Pottier à Lafargue raconte brièvement sa vie. «Né à Paris en 1816. À treize ans, je fus apprenti chez mon père établi rue Sainte-Anne... J'appris seul les règles de la versification dans une vieille grammaire de Restaud, découverte dans les moisissures d'une armoire condamnée...» Voici pour l'adolescence. Et voici pour l'homme: il est d'une telle discrétion qu'on en sourit: «Je ne fis jamais, à proprement parler, de politique militante, sauf en juin 1848 où je faillis être fusillé...» Élu, plus tard, à la Commune, «à l'entrée des Versaillais, après la prise de la mairie (du II^e arrondissement), je me repliai sur le XI^e, où je passai les derniers jours de lutte avec Ferré, Lefrançais², Vaillant, Varlin et Delescluze.» En bonne compagnie, parmi les plus braves, Delescluze se fit tuer pour ne pas survivre à la défaite. Varlin et Ferré allaient être fusillés. Pottier réussit à s'échapper, gagna la Belgique. Et il put résumer, plus tard, sa vie en ces termes: «Manque perpétuel du pain et du temps.»

Et puis que les amateurs de pure littérature viennent nous dire que Théophile Gautier eut la rime plus riche, plus originale, plus... tout ce que vous voudrez! Je ne sais pas si Pottier fut poète au sens conventionnel du mot, je suis sûr qu'il ne fut pas homme de lettres. Simplement, un ouvrier de Paris au temps des grandes batailles sociales; un ouvrier qui, pour ses compagnons de lutte, trouva des strophes inoubliables. Claires, directes, martelées, si bien que l'on croirait entendre le pas d'une patrouille – en blouses – sur le pavé.

Devant toi, misère sauvage,
Devant toi, pesant esclavage,
L'insurgé
Se dresse, le fusil chargé!

Nul n'a mieux exprimé la douleur et la grandeur de la Commune. Et chaque vers de ses strophes rend aujourd'hui, en avril 1937, un son plein... Parcourez une feuille réactionnaire à la page d'insultes consacrée aux marxistes et aux anarchistes d'Espagne puis relisez ceci:

Quels lâches, que ces meneurs,
Ils ont gagné la frontière.
C'étaient tous des souteneurs
Et des rôdeurs de barrière,
Des joueurs de vielle et des vidangeurs.
Que d'argent trouvé sur ces égorgeurs!
C'est vingt millions qu'emportaient Millière,
Enfin Delescluze était un forçat.

Fusillez-moi ça!
Fusillez-moi ça!
Pour l'amour de Dieu, fusillez-moi ça!
Rochefort a raison d'écrire:

«Après les massacres de 1871, le vieux combattant a senti la poudre et tout le sang répandu lui est remonté à la gorge. Ah! les Versaillais peuvent être tranquilles. Leur mémoire ne périra pas. Ils ont trouvé leur Juvénal.»

Ici fut l'abattoir, le charnier! Les victimes
Roulaient de ce mur d'angle à la grand'fosse en bas.
Les bouchers tassaient là tous nos morts anonymes,
Sans prévoir l'avenir que l'on n'enterre pas.
Pendant quinze ans, Paris, fidèle camarade,
Déposa sa couronne au champ des massacrés.
Qu'on élève une barricade
Pour monument aux Fédérés!

La satire de Pottier trouve des formules définitives d'une belle brutalité. Voici la guerre:

Souffleté, l'Évangile émigre,
Les apôtres s'en vont bernés,
Ô patrie! un reste de tigre
Rugit dans tous les «cœurs bien nés»!
On chauffe à blanc votre colère,
Peuples sans solidarité,
Mis au régime cellulaire
De la nationalité.
L'obus déchire la nuit noire,
Le feu dévore la cité;
Le sang est tiré... Viens le boire!
Toi, qu'on nomme l'Humanité!

Je voudrais tant citer que chaque ligne de commentaire me coûte...

A-t-elle vieilli l'étonnante chanson de Jean Misère:

Décharmé, de haillons vêtus,
Fou de fièvre, au coin d'une impasse,
Jean Misère s'est abattu.
«Douleur, dit-il, n'es-tu pas lasse»
Ah! mais...
Ça ne finira donc jamais?
Malheur! Ils nous font la leçon,
Ils prêchent l'ordre et la famille;
Leur guerre a tué mon garçon,
Leur luxe a débauché ma fille!
Ah! mais...
Ça ne finira donc jamais?

Comme tous les vrais révolutionnaires, le poète, pourtant, ne désespérait point. Devant les tombes mêmes, il savait retrouver en lui-même la confiance des forts. Deux mois après

la semaine sanglante, réfugié à Gravesend, il écrivait ces strophes-ci:

La mort a fait double saignée:
Guerre civile, invasion,
Toute la nature indignée
Doit se tordre en convulsions.
J'ai soif de sa haine robuste,
Soif d'un chaos diluvien.
Eh quoi! toujours ton calme auguste...
Ô foret, tu ne sais donc rien?
On a mitraillé les guenilles,
La misère étant un forfait...
Quoi, toujours empourprer les cimes...
Ô soleil, tu ne sais donc rien?

Le bourgeois succède au Prussien.
Quoi, toujours ton brouillard de fée,
Lointain bleu, tu ne sais donc rien?
Et se donnait, tout à coup, cette réponse à lui-même:

C'est naissance et non funérailles,
Répond la sombre humanité.
Ne vois-tu pas que mes entrailles
Vont enfanter l'égalité?
Éponge le sang qui nous couvre,
L'enfant de ma chair, c'est le tien!
Quoi! Douter? Lorsque mon flanc s'ouvre,
Ô penseur, tu ne sais donc rien?

Prenons congé, sur cet acte de foi, du poète et du communalard. Il dit vrai puisqu'un demi-siècle plus tard, sa parole est parmi nous si vivante qu'elle pourrait être celle d'un marin de Cronstadt ou d'un milicien de la Guadalajara.

Victor Serge

1^{er} au 2 mai 1937

1. L'ouvrage a paru en 1887 chez Dentu avec une préface d'Henri Rochefort. En 1966, les éditions François-Maspero publièrent les *Œuvres complètes* d'Eugène Pottier. [NdE]

2. Instituteur interdit d'enseignement et journaliste, Gustave Lefrançais (1826-1901) participa à la révolution de 1848 et se réfugia à Londres après le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte. Revenu à Paris en 1853, il s'opposa au Second Empire. Membre de la Commune de Paris, il combattit durant la semaine sanglante avant de se réfugier en Suisse où il participa à la création de la Fédération jurassienne et au congrès de l'Internationale anti-autoritaire à Saint-Imier qui réunissait les partisans de Michel Bakounine. Sans être explicitement anarchiste, il collabora aux journaux libertaires et aida Elisée Reclus pour sa *Géographie universelle*. On lui doit deux livres remarquables: *Etude sur le mouvement communaliste à Paris, en 1871* (Neuchâtel, 1871) et *Souvenirs d'un révolutionnaire* (Bruxelles, 1902). [NdE]

Wobblies & hobos

MAGNIFIQUE BOUQUIN à tous points de vue que celui-ci qui relate la courte (1905-1919) mais flamboyante histoire des wobblies, les IWW, les «ouvriers du monde entier», ouvriers «industriels» parce qu'ils étaient organisés par industries et non par métiers. Les wobblies recrutèrent essentiellement parmi les travailleurs peu qualifiés : des journaliers agricoles, des bûcherons, des mineurs, des ouvriers du textile, etc., et des hobos, ces travailleurs itinérants qui brûlaient le dur et colportaient les idées des wobblies dans tout le pays américain. Un chapitre de ce bouquin décrit assez bien les pratiques libres et pittoresques des hobos.

Pour avoir une idée de ce que voulaient les wobblies, on pourra lire, en y appréciant la qualité, le préambule des statuts des IWW dans sa version définitive et intégrale de 1908.

La machine qui remplace l'outil, la Première Guerre mondiale et une répression féroce du capitalisme et de l'État américain vinrent quasiment à bout de ce mouvement. Mais les graines qu'ils semèrent continuent de lever ici et là de par le monde...

Les pratiques et les mots d'ordre qui furent les leurs, et qui continuent plus ou moins à être les nôtres, étaient : la lutte des classes, la grève générale, l'abolition du salariat et du capitalisme, la résistance ouvrière organisée («one big union»), la solidarité, l'éducation, l'action directe, le sabotage, etc.

La référence à l'action électorale, controversée, fut rapidement supprimée des statuts car l'électoratisme n'avait pas grand sens pour les wobblies qui se méfiaient des politiciens et aussi des dirigeants syndicaux réformistes ; de même, pas grand sens pour les Noirs, les femmes ou les immigrés de fraîche date qui ne pouvaient voter.

Ce syndicat se voulait la base organisationnelle d'une société future qui naîtrait dans le creux de l'ancienne ; les wobblies imaginaient une sorte d'«État syndical».

La grève des bras croisés ou des mains dans les poches, dans l'unité, était préconisée. Mais, devant la violence policière, une violence identique fut souvent retournée contre la répression. Le sabotage, «qui n'est pas une violence physique», était recommandé, exprimé dans les tracts par l'image du chat noir en colère et celle du sabot en bois.

Entre autres actions, il faut signaler la campagne pour la liberté de parole et le droit de protester dans la rue qui dura une dizaine d'années. En effet, pour lutter contre des officines où on «vendait le travail», les wobblies en préconisèrent le boycott, organisant des prises de parole en pleine rue ; ce qui fut interdit par la municipalité de Spokane, puis celle de San Diego, puis celle d'Everett, les auteurs du délit étant aussitôt arrêtés. Aussi, le 9 octobre 1909, le Industrial Workers lança un appel : «On recherche des hommes pour remplir les prisons de Spokane.» Il s'agissait de faire converger vers la ville des milliers de militants pour grimper sur une caisse à savon et prendre la parole. Les prisons se remplirent, débordant les municipalités qui levèrent les interdits.

À Lawrence, en 1912, sur 22 000 ouvriers du textile, une bonne moitié était composée de femmes et d'enfants quand commença une grève qui dura dix semaines et où se retrouva la fine fleur des animateurs wobblies. La durée du temps de travail avait été diminuée de 55 à 54 heures hebdomadaires ; la paye avait suivi pour des gens qui se nourrissaient déjà essentiellement de haricots, de mélasse et de pain. «Nous voulons du pain, mais aussi des roses», chantaient les ouvrières de Lawrence.

À Paterson, en 1913, c'est la grève dans les fabriques de la soie. «Nous croyons que la chose la plus violente que puissent faire les ouvriers, c'est d'arrêter le travail», déclare un ouvrier. «Seul le retour des travailleurs dans les usines peut rendre vie à la matière morte des machines.»

Les wobblies s'affirmèrent également hors des villes lors du ramassage du houblon, lors des différentes moissons, dans le bûcheronnage, dans les mines de charbon, de cuivre et de plomb.

«Ne perdez pas de temps à pleurer ma mort. Organisez-vous!», écrit, en 1915, peu avant d'être fusillé dans l'Utah, le chanteur itinérant Joe Hill, accusé de meurtre. Accompagnant le récit de sa vie et de sa mort, on trouvera dans le CD joint au bouquin la version d'une des chansons parmi les nombreuses qu'il a écrites.

Complétant chaque sujet traité, sont annexés des «documents», c'est-à-dire des textes divers : articles de journaux, brèves biographies de militants, déclarations devant

les tribunaux, chansons, poèmes, etc., sans compter les photos, gravures, dessins et bois gravés.

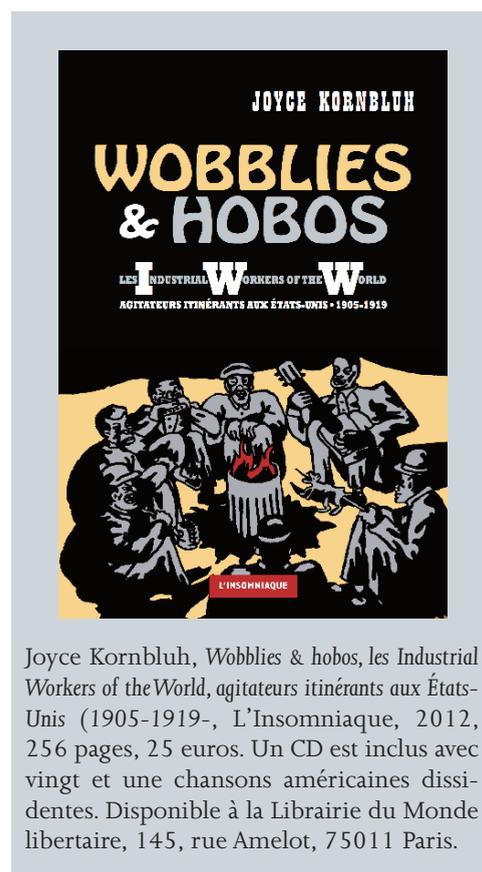
Il va sans dire que ces luttes coûtèrent très cher aux militants en emprisonnements, quelquefois de très longue durée, en passages à tabac, certains particulièrement cruels, en expulsions et fusillades sanglantes.

Anticapitalistes, antinationalistes, antimilitaristes, les wobblies s'opposèrent à la Première Guerre mondiale. En septembre 1917, les agents fédéraux envahirent locaux et domiciles privés pour saisir des tonnes de documents qui servirent aux innombrables procès et condamnations. C'était quasiment l'agonie des wobblies.

Cependant, nous dirons avec eux : «Ne vous résignez jamais!»

André

*Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste*



Joyce Kornbluh, *Wobblies & hobos*, les Industrial Workers of the World, agitateurs itinérants aux États-Unis (1905-1919-, L'Insomniaque, 2012, 256 pages, 25 euros. Un CD est inclus avec vingt et une chansons américaines dissidentes. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Paroles de murs athéniens

À LA DERNIÈRE PAGE de *Paroles de murs athéniens* de Yannis Youlountas (Éditions libertaires), on lit cette formule datant de 1968 : «Murs blanc = peuple muet.»

Il est une bonne nouvelle qui nous vient de Grèce : là-bas au moins les murs ne sont plus blancs et le peuple a pris la parole. Avant les Indignés de Madrid, avant le Printemps arabe, avant Occupy Wall Street, les Athéniens protestant contre la mort d'un adolescent et la violence policière ont initié, au 6 décembre 2008, un mouvement de fond qui, durant trois ans, à mesure des plans d'austérité et de la ruine du pays, n'a jamais faibli.

Pouvait-il en être autrement d'un peuple qui a toujours lutté pour la démocratie depuis l'agora antique jusqu'aux années sombres de la dictature des colonels, d'un peuple exemplaire qui, reprenons la formule de Yannis, est à la fois notre passé et notre avenir ?

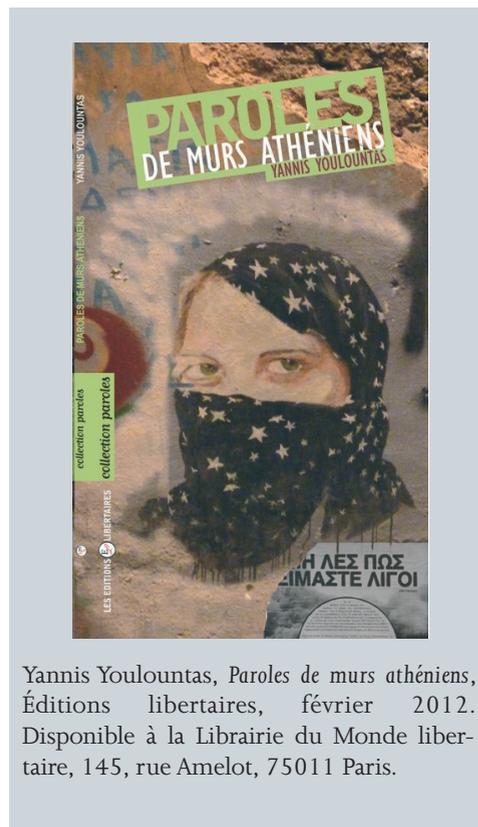
Comment écrire une note de lecture formée de deux milles signes sur un livre aussi essentiel que *Paroles de murs athéniens* ? D'abord dire : si vous n'achetez qu'un seul livre par an, achetez celui-là ! Pour vous sentir plus proche d'un peuple en lutte qui nous ouvre la voie, et semble crier : «Regarde et fais en autant !» Parce que Yannis, Grec par son père, a constamment

silloné les rues d'Athènes depuis le début de la révolte et nous porte témoignage de ce si loin si proche. Puisque dans un article du 20 février 2012, cosigné dans *Libération* avec Raoul Vaneigem, Yannis conclue : «En 2012, soyons tous Grecs !»

L'objet livre est magnifique, à l'image de la collection «Paroles» initiée par Franck Thirirot. Inscriptions, tags et affiches font vivre les murs d'Athènes, parfois de simples mots, parfois des œuvres, du *street art* pour cri du peuple. Quelques humains passent, personnages flous d'un champ, non pas de bataille mais d'espoir, sur des notes de clarinette. Aux côtés des paroles murales, des citations d'amoureux de la Grèce : Jacques Lacarrière, Henry Miller, Laurence Durrel, d'autres plus engagées Foucault, Debord, Deleuze. Tout nous parle, nous porte au cœur de la cité et de ses citoyens. Cette jeune fille en train d'inscrire «Barcelona 1936, Athens 2012» et qu'une dernière image surprend dans sa course pour se mettre à l'abri de la police.

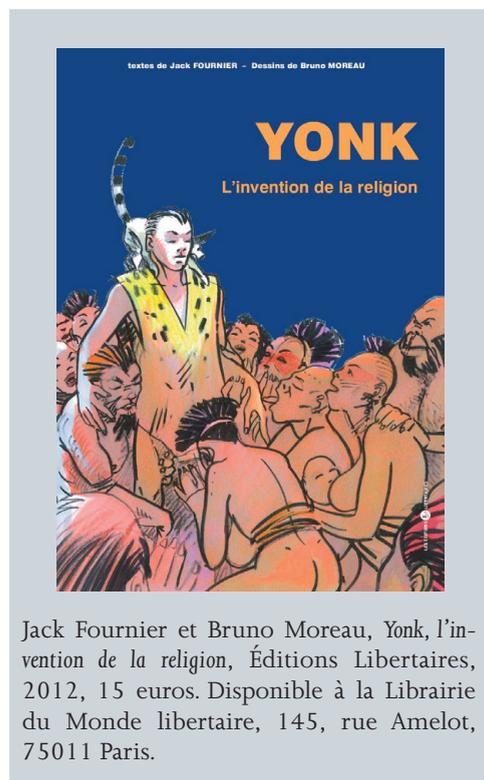
Dans un autre livre de Yannis paru récemment aux Éditions libertaires – *Derrière les mots* –, il est écrit : «Il faut du courage pour dire non. Toute l'histoire de la Grèce est dans ce non.»

Thierry Guilabert



Yannis Youlountas, *Paroles de murs athéniens*, Éditions libertaires, février 2012. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

L'invention de la religion



Jack Fournier et Bruno Moreau, *Yonk, l'invention de la religion*, Éditions libertaires, 2012, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

«VOILÀ COMMENT C'EST ARRIVÉ.» Un adolescent et un jeune enfant discutent dans un parc de la religion et de la naissance de Dieu. Cette conversation a au moins un témoin, le narrateur qui nous la rapporte. L'adolescent invente une histoire pour répondre aux questions du plus jeune. Il se souvient peut-être de Rahan, l'homme des âges farouches, en tout cas son récit débute il y a quarante milles ans, quand Yonk, un préhistorique quelque peu fainéant mais plein de ressources, et Kashi, son animal de compagnie au pedigree indéfinissable, sont chassés de la tribu de ceux qui se lèvent tôt pour travailler plus.

Ça s'engage mal pour Yonk cette histoire, d'autant que comme il se doit, la nature luxuriante du coin recèle autant de trésors que de dangers mortels. Dans les heures qui suivent son bannissement, Yonk va par trois fois frôler la mort, et trois fois va s'en tirer sans une égratignure. Ni tigre aux dents de sabre, ni bisons, ni foudre ne l'atteignent, c'est la chance ou l'intelligence, et chaque fois des membres de sa tribu sont là pour dire à leur façon ce qu'ils ont vu ou plutôt ce qu'ils ont cru voir...

Et au final : «Une litanie s'élève : "Yonk n'est pas comme nous ! Yonk n'est pas comme nous !" C'est l'apparition

du rythme : un chant accompagne la croyance.» Voici la naissance de la prière, voici Yonk devenu être de grande vénération, son pouvoir n'est pas sur la nature, il le sait, mais bien sur les hommes qui en le croyant dieu vont se soumettre à sa volonté. Mon petit doigt me dit que le jeune fainéant a touché le gros lot, les femmes se jettent littéralement à ses pieds ; quant au travail, en tant que membre du nouveau clergé, il en sera absolument exempté.

C'est en quelques lignes la trame de l'histoire simple et belle racontée par Jack Fournier et mise en lumières par Bruno Moreau, car *Yonk* n'est ni tout à fait un livre ni tout à fait une bande dessinée, plutôt un album illustré d'images aux traits volontairement simples, aquarelles de paysages lointains, de pluie, d'orages, de fauves, rehaussées de couleurs naturelles. Parfois quelques touches suffisent à donner vie au feu à l'entrée d'une grotte quand la pluie strie le ciel et la foudre l'obscurité.

C'est un livre tout public que nous offrent les Éditions libertaires, et vous l'aurez compris, à mettre entre toutes les mains pour dire avec l'innocence enfantine l'origine terriblement humaine de toutes les religions.

Thierry Guilabert

8 mars 2012

Petit bilan de la mobilisation parisienne



Photo de Pierre Ménard

ENCORE UNE FOIS, le 8 mars, journée internationale de la femme, a vu des mobilisations se mettre en place un peu partout. Cette année, le contexte hexagonal est celui de la future élection présidentielle. Ainsi, des organisations féministes réformistes avaient «interpellé» (à l'occasion d'une sorte de meeting-débat) les candidats à l'élection présidentielle, montrant là que, pour elles, c'est du côté de l'État que les luttes se situent encore et toujours. Mobilisation très citoyenniste donc, allant de pair avec un abandon de plus en plus flagrant de la lutte de terrain et de la présence dans la rue. Dans cette suite logique, on retrouve le flot habituel de signataires en bas de tracts-fleuves appelant en vrac à la création d'un ministère des droits des femmes, la mise en place de tout un arsenal de lois, etc. Autant de choses qui nous laissent bouche bée quand certains de ces signataires se réclament par ailleurs des idéaux libertaires, ou des luttes antisexistes radicales. Ce qui devient récurant, aussi, ce sont les listes interminables de signataires de ces tracts unitaires qui, au final, ne mobilisent qu'une poignée de personnes. Cette désaffection pour les luttes antisexistes doit nous interroger.

Nous avons donc fait le choix, du côté de la Fédération anarchiste, de ne pas laisser toute la place à ce discours, en créant au sein de cette manifestation un «bloc rose et noir». Rose, en référence à nombre de luttes antisexistes un peu partout dans le monde, des Femmes en rose d'Inde en passant par les origines du mouvement Act Up aux États-Unis, ou à bien d'autres endroits du monde. Un rose bien loin, donc, de la référence au rose layette réservé par

les normes sexistes aux «petites filles». Mais noir aussi, car notre antisexisme s'inscrit dans une perspective clairement anarchiste. Nous avons également la volonté de ne pas mobiliser uniquement les militants organisés : nous en avons assez de ces pseudo mobilisations qui ne s'ouvrent pas vers l'extérieur et se contentent de se retrouver entre convaincus, sans chercher à élargir l'impact de notre discours. Ainsi, les quinze jours précédents, nous avons collé des affiches, diffusé des tracts, relayé l'information sur internet. «Contre le sexisme et l'homophobie, contre le patriarcat et l'ordre moral», puisque ces tares, en 2012, gangrènent encore et toujours les sociétés du monde entier, tous les milieux sociaux, le monde du travail ou la famille, et même parfois le milieu militant qui devrait pourtant être exemplaire et exempt de ces idées. C'est un cortège fourni qui a finalement été réalisé, cette mobilisation dépassant notre espérance. Des militants anarchistes, certes, mais aussi de nouvelles personnes, souvent jeunes, d'ailleurs.

Notre cortège était mixte : il ne regroupait donc pas seulement des femmes. Il était important pour nous de montrer que cette lutte pour la liberté des femmes concerne tout un chacun : le sexisme, les préjugés, les carcans moraux, enferment également les hommes dans des rôles de domination. Des rôles que nombre d'hommes rejettent. Nous estimons que la lutte pour la liberté et l'émancipation de telle ou telle catégorie (sexuelle, sociale, etc.) est une lutte pour la liberté de toutes et de tous. Pour nous, cette mobilisation réussie en ce qui concerne notre cortège, souligne la nécessité de sortir des ghettos militants. S'ouvrir, poursuivre

nos réflexions et nos actions face aux multiples attaques dont sont, encore et toujours, victimes les femmes, les lesbiennes, les homosexuels. Des réflexions qui doivent, pour nous, s'inscrire dans une perspective anarchiste, car nous ne pourrions être libre d'être ce que nous sommes que dans une société libérée du capitalisme et des rapports de domination de pouvoir, de domination marchande et des discriminations. Une lutte qui, rappelons-le, doit se mener chaque jour et partout, hier comme aujourd'hui. Plus tard dans la soirée, une autre manifestation avait lieu, non-mixte cette fois, organisée par des féministes et des lesbiennes. Des camarades anarchistes y étaient présentes, mais se sont retrouvées en décalage dans cette «marche de nuit» prônant la prison pour les violeurs, s'asseyant ainsi sur la remise en question de la prison menée dans les luttes anticarcérales. Une marche de nuit qui, au-delà de l'intérêt qu'elle pourrait avoir, est balayée par les courants qui s'opposent au sein du mouvement féministe et antisexiste. Pour nous, les luttes ne sont pas à hiérarchisées : les réflexions sur tel ou tel domaine de lutte et d'action doivent s'articuler entre elles, se combiner et s'enrichir, gagnant ainsi en cohérence politique. Combattre la prison, le sexisme, l'homophobie et la lesbophobie, participe, de fait, au même combat global pour conquérir la liberté de toutes et de tous. Nous ne lâcherons rien ! Continuons le combat !

Bibo

Groupe Quartier pirate
de la fédération anarchiste

Bobines rebelles à Saint-Gobain

Deuxième édition



LA DEUXIÈME ÉDITION du Festival Bobines rebelles à Saint-Gobain a lieu cette année le samedi 31 au soir et le dimanche 1^{er} avril toute la journée. Voici un bref aperçu du programme.

Samedi 31 mars

20 heures. *Small is beautiful* de Agnès Fouilleux, 2010, 1 h 46 + débat.

Dimanche 1^{er} avril de 11 heures à 22 h 30

11 heures. *Ecoutez May Picqueray* de Bernard Baissat, 1984, 1 h 10 + débat.

14 heures. *Vivre l'utopie* de Juan Gamero, 1997, 1 h 35.

15 heures: «Court-circuit», *l'Amap de Saint-Denis* par les amapiens eux-mêmes, 2012, 20 minutes + débat.

Trois petits films contre le grand capital
16h00: *Le Temps des bouffons* de Pierre Falardeau, 1985, 15 minutes.

16h15: *L'Initiation* de Boris Carré et François-Xavier Drouet, 2008, 1 h 03.

17h30: *Le désarroi esthétique* de Pierre Carles, 1996, 14 minutes.

18 heures. *Juppé, DKSK, Hollande, etc.* de Pierre Carles, 2012, 42 minutes + débat.

20h00: *Les nouveaux chiens de garde* de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat, 2012, 1 h 44 + débat.

Le festival se déroulera au cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon à Saint-Gobain (02) à 140 km de Paris. Pour plus d'infos, rendez-vous sur le site du groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste :

<http://kropotkine.cybertaria.org/>

La Palabra del agua

Nouvelles données (oubliées)

DANS LE PRÉCÉDENT NUMÉRO du *Monde libertaire*, nous relayions la sortie imminente d'un livre et d'un dvd consacrés à une radio communautaire indigène du Mexique: *La Palabra del agua, l'aventure d'une radio libre dans les montagnes du Guerrero*.

Seulement, nous avons oublié d'indiquer certaines informations essentielles pour se procurer l'objet: l'éditeur, l'adresse de son site, son adresse postale et le prix... Nous nous en excusons et rectifions le tire ci-dessous.

Éditeur: Collectif des métiers de l'édition (CMDE).

Site internet: <http://editionscmde.org>

Adresse: 12, rue des Lois, 31000 Toulouse

Prix: 12 euros.

Voilà qui est fait, n'hésitez pas, vous serez comblés.

Le Comité de rédaction du ML

Prix souscription : 12 € TTC

Prix public : 17 € TTC

**Offre de souscription
valable jusqu'au 23/03/2012**

Nom :

Prénom :

Adresse :

e-mail :

Nbre d'exemplaires :

Dépôt (à préciser) :

Prix à payer : x 12 €

+ x 2 €

(par ex. si envoi postal)

Total à payer

*Les chèques sont à libeller à l'ordre du CMDE,
ils seront encaissés le jour de l'expédition.*

Le livre sera disponible avant le 26/03/2012.

La Palabra del agua (La Parole de l'eau) • ISBN 9791090507036
Livre - 143 x 162 mm - 92 pages • DVD - 36 min - VOSTF - Mexique



CMDE

12 rue des Lois

31000 Toulouse

contact@editionscmde.org



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 15 mars

Chronique hebdo (10 h 00) Le Discours sur la servitude volontaire ou le Contr'un de la Boétie sera le sujet d'une discussion à la Librairie du Monde libertaire le 16 mars, nous entamerons donc la présentation de l'ouvrage et son étude lors de l'émission.

De rimes et de notes (12 h 00) Annick Roux et Jean Luc Tassel pour leur spectacle autour de Jacques Brel. Michel Bühler (sous réserve) et Jacques Bertin au téléphone.

Vendredi 16 mars

Les oreilles libres (14 h 30) Nous recevons des membres du groupe parisien Parween, défini comme *post hardcore screamo*.

Samedi 17 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) Situation et lutte sociales au Chili. Suivi de : « Dans le monde, une classe en lutte. »

Chroniques rebelles (13 h 30)

Dimanche 18 mars

Restons éveillés ! (00 h 00) Libre antenne

Lundi 19 mars

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Préavis de grève dans les cinémas Gaumont Pathé du 3 mars au 1^{er} juin. Nous recevons des salariés de l'entreprise qui viendront nous parler des menaces sur les emplois de projectionnistes consécutives au passage au numérique, ainsi que de leurs conditions de travail dans une industrie dont les bénéfices sont florissants.

Mardi 20 mars

Pas de quartiers (18 h 00) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit des copines féministes : actualité des luttes et analyse de la pornographie. Tous à vos transistors solaires.

Paroles d'associations (19 h 30) Les Zoreilles dehors (groupe de rock) à l'occasion de la sortie de leur album et de leur concert à la Scène Bastille le 24 mars ainsi qu'Aldebert (chanteur) pour son nouvel album *Les meilleurs amis* et sa tournée.

Cinéma en free style (20 h 30) Alain Bouly et Kazik Hentchel, exploitants de salles de cinéma, pour aborder justement l'exploitation des films à l'heure du numérique. Kazik Hentchel est également écrivain, ami de Topor, d'Arrabal et de nombreux artistes importants.

Mercredi 21 mars

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Présentation de *Contre les publicités sexistes* aux Éditions L'Échappée. Les auteures : Sophie Pietrucci, Chris Vientiane et Aude Vincent

Ras les murs (20 h 30) Lecture du courrier des prisonniers et situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 22 mars

Chronique hebdo (10 h 00) I banditi dell'arte font leur cinéma. Denis Lavaud vient parler du festival du film de la création hors-norme italienne qui se tiendra à la Halles Saint Pierre le samedi 24 et dimanche 25 mars.

De rimes et de notes (12 h 00) Carte blanche à Guy Zwinger ancien animateur radio à Metz.

Entre chiens et loups (20 h 30) Georges Méliès, libre citoyen de la pellicule avec Sylvain magicien rationaliste.

Vendredi 23 mars

Les oreilles libres (14 h 30) Sur le modèle des soirées qu'ils organisent régulièrement au café Théâtre le Popul'air, à Paris dans le XX^e, nous débiterons l'émission avec le duo Iva. Puis le trio Frasque.

Do you hack me ? (16 h 00) Le hacking sous toutes ses formes.

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros

M. J. Ulpat (74) : 10 euros

M. R. Landreau (33) : 20 euros

M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros

M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros

M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros

M. A. Prima (13) : 25 euros

M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros

Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros

M. M. Rieusset (30) : 7 euros

M. A. Gillet (93) : 30 euros

M. Y. Brunet (31) : 50 euros

M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros

Le Cri du Peuple (87) : 30 euros

Jean (75) : 1000 euros

M. O. Fayel (69) : 20 euros

M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros

Mme I. Quintin (76) : 5 euros

Liaison Boris Vian (59) : 20 euros

M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Jeudi 15 mars

Montpellier ()

20h30. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Editions libertaires), tiendra une conférence-débat en soutien au peuple grec, au Centre Ascaso-Durruti, 6, rue Henri-René. Co-organisation Fédération anarchiste et C.A.D. Entrée libre.

Vendredi 16 mars

Uzès (30)

19h00. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Editions libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au 1, avenue Maréchal-Foch. Co-organisation Fédération anarchiste et Attac Uzège. Entrée libre.

Paris XI^e

19h30. L'ai-je bien lu? Les soirées lecture de la Librairie du Monde libertaire. Josie, Jacques, Gérard (animateurs de l'émission Chronique hebdo sur Radio libertaire) et quelques autres... viendront discuter avec vous de la soumission à l'autorité en général, et d'un livre en particulier: «Le Discours de la servitude volontaire» d'Etienne de La Boétie. Librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 17 mars

Lyon (69)

15 heures. Projection de *Comme l'abeille qui fait tourner la Terre*, documentaire qui aborde l'indépendance énergétique en Suède et au Japon. À Iwaishima, petite Île du Sud-Ouest du Japon, les habitants ont passés les plus que trente dernières années à s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire. Entre temps, la Suède a renoncé à l'énergie issue du pétrole et du nucléaire, et poursuit l'utilisation des énergies renouvelables.. À la Maison des Passages, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon. Métro D, arrêt Vieux-Lyon, parking Saint-Georges. Réservationn conseillée au tél : 04 78 42 19 04.

Nîmes (30)

15 heures. Yannis Youlountas, auteur de *Paroles de murs athéniens* (Editions libertaires), tiendra une conférence débat en soutien au peuple grec, au Centre Pablo-Néruda, place Hubert-Rouger. Co-organisation : Fédération anarchiste et les Indignés. Entrée libre.

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : Association internationale des Travailleurs (AIT). Quatrième partie : Le congrès de La Haye, septembre 1872, et la scission. Exposé et débat. Epicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Limoges (87)

20 heures. Projection du film *Vade retro spermato* de Philippe Lignières, en sa présence. Organisé par *La Vache Qui...* journal limousin de contre-information (qui souffle sa première bougie). Salle Jean-Pierre-Timbaud, derrière la mairie de Limoges.

Paris XII^e

13 heures. Manif : un logement pour tous été comme hiver! Métro Alexandre-Dumas.

Paris XVIII^e

15h30. L'équipe de la bibliothèque La Rue vous invite à venir rencontrer Pierre Brasseur (l'écrivain) pour discuter autour de son dernier livre *Je suis un terroriste*, paru aux éditions Après La Lune (2011). Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métros Blanche ou Abbesses. Sur le net : bibliothèque-larue. over-blog. com

Lundi 19 mars

Paris XX^e

20 heures. Michel Bühler en concert «voyageur». Eric Frasiak en première partie. Vingtième Théâtre. 7, rue des Plâtrières. Métro Ménéilmontant.

Mardi 20 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Cycle : «Le nucléaire». Troisième rencontre-débat : «L'énergie nucléaire et les nucléocrates.» Présentation par deux militants de la Fédération anarchiste, Guillaume Leturgie (Criirad) et Serge Aumeunier. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 21 mars

Rennes (35)

20 heures. Le groupe la sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat de quartier ouverte sur l'analyse de l'actualité politique et économique et les perspectives de changement social dans un cadre libertaire. Entrée libre. Carrefour 18, Centre social quartier Zup Sud, salle Cartouche, 7, rue d'Espagne. Metro Italie.

Poitiers (86)

18 heures. Grand rassemblement solidaire de soutien à la famille Adamianov et à toutes les personnes expulsables. Devant le palais de justice.

Samedi 24 mars

Villeurbanne (69)

17 heures. Projection de *Comme l'abeille qui fait tourner la Terre*, documentaire de Hitomi Kamanaka qui aborde l'indépendance énergétique en Suède et au Japon. À Iwaishima, petite Île du Sud-Ouest du Japon, les habitants ont passés les plus que trente dernières années à s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire. Entre temps, la Suède a renoncé à l'énergie issue du pétrole et du nucléaire, et poursuit l'utilisation des énergies renouvelables. Au Centre Factory, 26, rue Emile Decorps, 69100 Villeurbanne. Métro A, arrêt Cusset, Tram T3, arrêt Gare-de-Villeurbanne, Bus C3, arrêt Cyprian Léon-Blum. Prenez la rue Pierre-Baratin, puis la rue Emile-Decorps, à proximité de Studio24.

Nantes (44)

Grande manifestation pour l'arrêt immédiat du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes, à l'appel de tous les opposants au projet d'aéroport. Trois cortèges pour rentrer dans la ville. Au Nord : tracteurs, vélos : RV 12 heures Esplanade du Cardo ; Piétons : RV 12h30 rond point de Rennes. A l'Est : Tracteurs, vélos : RV 12 heures à la Haluchère ; Piétons : RV 12h30 rond point de Paris. Au Sud : Tracteurs, vélos, piétons : RV 12 heures à Pirmil. Manifestation dans le centre ville, départ : 13h30 Place du Pont Morand (près de la préfecture). Occupation place du cirque à partir de 15 heures Rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste!

Paris XI^e

16h30. Viendront à ce débat : Jean-Pierre Levaray pour *Tue ton patron saison 2* aux éditions Libertalia, l'auteur de *C'est quoi ce travail!* (Éditions Chant d'orties), et Erik pour l'album BD, *Tue ton patron*. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

2^e festival du documentaire politique et social dans l'Aisne

Organisé par la Bibliothèque Sociale de Merlieux en partenariat avec le cinéma communal L'Ermitage de Saint-Gobain



BOBINES REBELLES 2012

Cinéma L'Ermitage
SAINT-GOBAIN (02)

Samedi 31 mars à 20h
et Dimanche 1^{er} avril
de 11h à 22h30

Projections, tables de presse, buvette, repas des
partageux le midi (chacun-e apporte ce qu'il veut partager)

ENTREE PRIX LIBRE

Contact : 03 23 80 17 09 <http://kropotkine.cybertaria.org>